

## Où en est réellement la confrontation Iran–États-Unis–Golfe

Six mois après le début de la guerre déclenchée par les frappes américano-israéliennes du 28 février 2026, le conflit entre Washington et Téhéran n'a trouvé ni issue militaire ni issue diplomatique.

Il s'est au contraire transformé en un mécanisme d'escalade auto-entretenu, où chaque camp répond à l'action de l'autre par une action équivalente ou supérieure, sans qu'aucun des deux ne parvienne à restaurer une dissuasion crédible.

L'Iran maintient son emprise sur le détroit d'Ormuz, voie maritime vitale pour le pétrole et le gaz mondiaux, tandis que Washington mène une campagne pour asphyxier les ports et l'économie iraniens.

Les événements de la nuit du 8 au 9 septembre avec la destruction de cinq pétroliers iraniens par le CENTCOM, puis la riposte iranienne contre une base américaine en Jordanie, ne constituent pas un pic isolé mais le dernier échelon d'une escalade continue engagée fin août. L'Iran lance plus de 30 missiles balistiques contre une base américaine, lors de la plus importante attaque de ces derniers mois.

Le pétrole a franchi les 100 dollars le baril, l'arsenal américain d'intercepteurs Patriot et THAAD est dangereusement entamé, et aucun acteur ne semble aujourd'hui en mesure d'imposer un point d'arrêt à la dynamique.

Aujourd'hui, le constat est que la guerre a démontré que l'Iran pouvait encaisser un assaut massif des États-Unis sans effondrement du régime, ce qui aurait paradoxalement dissipé une partie de la retenue prudente que Téhéran observait jusque-là à l'égard de Washington.

En miroir, l'Iran a montré sa capacité à menacer durablement les bases américaines dans la région, ébréchant l'image d'invulnérabilité militaire américaine dans le Golfe.

Un autre facteur tient à l'absence d'objectifs politiques clairement définis dès le déclenchement de l'opération : sans définition précise de ce que serait la « victoire », Washington s'est privé d'un critère permettant de savoir quand et comment mettre fin aux hostilités, un problème structurel qui pèse encore aujourd'hui sur la capacité américaine à sortir du conflit.

Qui plus est, l'Iran a toujours la main mise sur le transport maritime dans le détroit d'Ormuz, chokepoint par lequel transitait, avant la guerre, environ un quart du commerce pétrolier maritime mondial et un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié.

La suite des événements suit une logique de spirale que l'on peut découper en quatre phases.

La première est celle du blocus naval, imposé du 13 avril au 18 juin 2026 face à l'échec des pourparlers d'Islamabad. Washington interdit l'entrée et la sortie des ports iraniens tout en menant une campagne aérienne destinée à rouvrir le détroit, utilisant des bombes anti-bunker de 2 250 kg contre des sites iraniens de missiles antinavires et coulant seize mouilleurs de mines iraniens.

Vient ensuite une trêve de façade, entre juin et juillet 2026 : un mémorandum d'accord est signé fin juin, censé mettre fin à la guerre et rouvrir le détroit selon des protocoles internationaux, mais l'Iran cherche en réalité à imposer ses propres règles de passage, avec une coordination obligatoire avec Téhéran, des zones sous contrôle iranien, dans l'espoir de percevoir des droits de passage et d'asseoir une forme de souveraineté de facto sur le détroit. Après une série d'attaques contre trois navires les 6 et 7 juillet, Trump déclare publiquement que la trêve est terminée.

S'ouvre alors la troisième phase, celle de la reprise du blocus et de la guerre des pétroliers, du 14 juillet à fin août 2026. La confrontation se déplace clairement en mer, avec des frappes réciproques sur les pétroliers, des tirs de missiles contre des navires de guerre américains et des attaques de drones contre les ports d'Oman utilisés par les forces américaines, à Duqm et Salalah.

Fin août, les États-Unis annoncent avoir déminé la zone de séparation du trafic du détroit, où plus d'une centaine de mines suspectes avaient été repérées. C'est dans le prolongement de cette troisième phase que s'engage, dès le 30 août, la quatrième et dernière séquence, celle d'une escalade continue qui n'a plus vraiment cessé depuis.

Le 30 août, après une frappe américaine sur l'île iranienne de Larak, l'Iran lance une opération combinée de missiles et de drones, baptisée « Punition de l'agresseur », contre les bases de King Hussein et d'Al-Azraq en Jordanie. La Jordanie annonce huit interceptions, et Trump promet une réponse en assurant que les États-Unis vont frapper fort.

Le 1er septembre, de nouvelles frappes américaines contre le sud de l'Iran déclenchent des ripostes iraniennes contre des bases américaines à Bahreïn, en Jordanie et en Irak, tandis que le Koweït signale avoir intercepté des drones et des missiles iraniens, il s'agit alors du plus violent échange de tirs depuis plus d'un mois, et le Brent dépasse les 92 dollars.

Les 5 et 6 septembre surviennent les frappes réciproques les plus massives de la guerre à ce stade : Washington cible trois pétroliers iraniens, dont le Kylo, qui finira par couler, première perte directe au combat d'un pétrolier dans ce conflit, tandis que Téhéran frappe des navires et tire un missile balistique en direction de porte-avions américains près du détroit.

Le Brent atteint alors environ 97 dollars, en hausse de 9 % sur cinq jours.

Puis, dans la nuit du 8 au 9 septembre, le CENTCOM annonce avoir détruit cinq pétroliers iraniens, présentés comme faisant partie d'un réseau clandestin finançant le Corps des gardiens de la révolution islamique et ses alliés régionaux.

En représailles, l'Iran affirme avoir visé une base américaine en Jordanie avec une vingtaine de missiles balistiques. La Jordanie en revendique dix-huit interceptions, les deux autres étant tombés en zone inhabitée.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique revendique séparément une frappe sur des hangars de drones RQ-4 et MQ-9 à la base de Prince Hassan, avec des pertes humaines côté américain.

Au moins une centaine de missiles Patriot ont été lancés pour tenter d'intercepter ces missiles. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'en seulement deux heures, l'équivalent de deux mois de production de missiles Patriot a été consommé.

L'ampleur de l'engagement américain envers la sécurité de la Jordanie signifie que Washington n'a guère d'autre choix que de tout mettre en œuvre pour intercepter les missiles iraniens menaçant le territoire jordanien, même à un coût considérable en intercepteurs. Cela explique en partie l'ampleur de la riposte défensive face à la dernière salve iranienne.

Le Brent franchit alors les 100 dollars pour la première fois depuis juillet, soit environ 40 % au-dessus des niveaux d'avant-guerre.

Cette accélération du tempo, avec quatre pics de tension majeurs en dix jours, marque une rupture avec le rythme plus étalé des mois précédents et suggère que les deux parties ont significativement réduit leurs délais de décision.

Six mois et demi plus tard, cette crise s'est doublée d'un second front au Yémen, où les Houthis viennent de réaliser leurs gains territoriaux les plus importants depuis des années le long de la mer Rouge.

Entre le 9 et le 12 septembre, en l'espace de quatre jours, les Houthis ont pris le port de Mocha puis les îles de Zuqar, Hanish et Perim (Mayoun), verrouillant le détroit de Bab al-Mandeb ; l'Arabie saoudite a fermé son oléoduc Est-Ouest après une attaque de drones en provenance des milices pro-iraniennes en Irak et Riyad a demandé sans succès une intervention militaire américaine directe.

Aujourd'hui, l'offensive houthie a placé les deux corridors énergétiques les plus importants du Moyen-Orient, y compris le détroit d'Ormuz de l'autre côté de la péninsule arabique, sous l'emprise de l'Iran et de ses alliés. L'Arabie saoudite, dispose de peu de routes sûres pour exporter son pétrole.

L'Iran devait réunir aujourd'hui, sans les États-Unis, les ministres des Affaires étrangères du Golfe à Salalah, à Oman.

Néanmoins, les États du Golfe ont reporté cette réunion cruciale avec l'Iran sur la gestion du détroit d'Ormuz en raison d'un manque de consensus, ce qui a freiné les efforts régionaux pour désamorcer les hostilités autour de cette voie navigable vitale.

Cette réunion aurait été la première fois en près de deux ans que des diplomates de haut rang des six membres du Conseil de coopération du Golfe, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman et Bahreïn, se réunissaient en groupe avec leur homologue iranien.

L'Irak devait également assister. Mais Bahreïn, qui détient la présidence tournante du CCG et a été l'un des États du Golfe les plus durement touchés par les attaques de représailles iraniennes, a déclaré samedi qu'il ne participerait pas.

Oman et l'Iran espéraient que cette réunion, une initiative omanaise, obtiendrait un soutien régional pour leur accord temporaire de gestion du transport maritime via Hormuz, dans le cadre duquel les navires entreraient dans le détroit par les eaux iraniennes et sortiraient principalement par le territoire omanais.

Mascate et Téhéran ont passé des semaines à négocier l'accord. Cependant, les diplomates avaient averti que pour que le détroit, par lequel un cinquième du pétrole et du gaz mondiaux passait avant la guerre, rouvre complètement, les États-Unis et l'Iran devraient également conclure un accord.

Les responsables iraniens ont averti que tant que les États-Unis maintiendront leur blocus naval sur les ports de la république, la sécurité du transport maritime à travers le détroit ne sera pas garantie.

Un accord provisoire sur le détroit, destiné à durer jusqu'à ce que l'Iran et ses voisins du Golfe s'accordent sur le statut futur du point d'étranglement, avait été considéré comme une voie possible pour atténuer les hostilités américano-iraniennes sur la voie navigable.

On espérait initialement qu'un accord irano-omanais pourrait être une voie de retour vers le [mémoire d'accord](#) éphémère signé entre l'Iran et les États-Unis en juin.

Le protocole d'accord visait à prolonger un cessez-le-feu de 60 jours, à rouvrir progressivement le détroit et à mener à des pourparlers sur un règlement final pour mettre fin à la guerre, incluant un accord sur le programme nucléaire iranien.

Mais Téhéran et Washington se sont mutuellement accusés de violer l'accord, en partie à cause d'un différend sur la manière dont les navires devaient traverser le détroit, la principale source de levier de l'Iran, déclenchant un cycle de frappes d'en-nuit en intensité.

Les États-Unis ont dit aux médiateurs qu'ils ne reviendraient pas au protocole d'accord et n'accepteraient qu'un accord plus global couvrant également un élément du dossier nucléaire.

L'Iran, quant à lui, a insisté sur le fait que même s'il finalisait un accord avec Oman, il ne rouvrirait pleinement le détroit que si les États-Unis remplissaient ses conditions. Cela inclut la levée du blocus des ports iraniens, le rétablissement d'une dérogation permettant à la vente de pétrole et l'accès à certains de ses actifs gelés à l'étranger.

Finalement, le choix devient relativement simple, même si aucune des deux options n'est réellement attrayante. Les États-Unis et leurs partenaires du Golfe peuvent accepter une forme de levier iranien sur le détroit d'Ormuz, fondée sur l'arrangement négocié avec Oman, et utiliser ce cadre pour restaurer un certain degré de stabilité.

Ou bien ils peuvent rejeter tout changement à l'ordre antérieur et contester la tentative iranienne d'établir une nouvelle réalité dans le détroit. Mais cette voie rendrait une nouvelle escalade de plus en plus difficile à éviter.

C'est là le dilemme stratégique inconfortable. Accepter l'arrangement risque d'institutionnaliser un levier iranien sur l'un des points de passage maritimes et énergétiques les plus importants au monde. Le rejeter risque une confrontation militaire croissante qui pourrait perturber davantage le transport maritime, faire grimper les prix de l'énergie, et potentiellement entraîner à nouveau les États-Unis dans une guerre régionale bien plus large. Il n'y a pas de bonne option ici.

Plus important encore, il n'existe pas de retour facile à l'ancien statu quo. Téhéran semble considérer sa position à Ormuz comme un acquis stratégique et ne l'abandonnera vraisemblablement pas simplement parce que Washington exerce une pression militaire ou économique supplémentaire.

Le véritable choix n'est donc pas entre restaurer l'ancien statu quo et accepter le contrôle iranien. Il est entre tenter de gérer une nouvelle réalité défavorable par la diplomatie, ou tenter de l'inverser par la coercition et accepter la possibilité bien réelle d'une escalade beaucoup plus large.

C'est la décision que Washington et les États du Golfe doivent prendre.

Les États du Golfe approchent eux aussi d'un point de décision stratégique dans leur confrontation avec l'Iran et l'axe plus large aligné sur Téhéran. Ils font face de plus en plus à deux voies très différentes.

La première est la diplomatie : accepter un arrangement négocié pour le détroit d'Ormuz tandis que, en parallèle, l'Arabie saoudite retourne à la table des négociations avec les Houthis sur le Yémen et la confrontation maritime autour de Bab al-Mandab.

La seconde est de conclure qu'accepter ces arrangements reviendrait en réalité à laisser l'Iran et ses partenaires réécrire les règles régionales par la pression militaire. Cela pousserait les États du Golfe vers une ligne plus dure, mais qui comporte un risque d'escalade nettement plus élevé.

Ce choix est particulièrement difficile car le conflit a mis au jour des divergences importantes entre les États du Golfe sur la manière de traiter avec l'Iran. Malgré l'escalade, les capitales du Golfe ont aussi cherché à préserver des canaux de communication avec Téhéran.

Elles comprennent clairement les coûts économiques et sécuritaires considérables d'une guerre régionale incontrôlée. Mais maintenir le dialogue ne signifie pas nécessairement accepter la nouvelle réalité que l'Iran cherche à établir.

Si les États du Golfe rejettent un nouvel arrangement à Ormuz qu'ils jugent légitimer un levier iranien sur l'un des corridors énergétiques les plus importants au monde, la probabilité d'un nouveau cycle d'escalade augmentera considérablement.

Le même dilemme s'applique à l'Arabie saoudite et aux Houthis : Riyad doit décider si un retour aux négociations représente une désescalade pragmatique ou récompense effectivement la coercition. Ce moment devient donc un moment de choix stratégique pour le Golfe.

Le statu quo actuel est de plus en plus destructeur pour la stabilité régionale et ne peut être maintenu indéfiniment. Mais reconnaître que le statu quo est intenable ne répond pas à la question la plus importante : quelle est la façon la moins dangereuse de le faire évoluer ?

Les États du Golfe restaurent-ils la stabilité par un accommodement négocié avec l'Iran et les Houthis, même si cela exige d'accepter certaines nouvelles réalités inconfortables ? Ou concluent-ils que l'accommodement d'aujourd'hui ne fera qu'inviter une coercition plus grande demain, et choisissent-ils donc la confrontation malgré les risques ?

Le choix n'est plus entre stabilité et escalade. Il est de plus en plus entre deux voies concurrentes et risquées pour tenter de restaurer la stabilité : l'accommodement ou la confrontation.

### **Les gains tactiques américains ne se sont pas traduits par un succès stratégique**

Washington affirme que le trafic dans le détroit revient à un niveau proche de l'avant-guerre, jusqu'à 40 navires par jour selon les autorités américaines début septembre (contre environ 120 à 140 par jour avant l'opération Epic Fury lancée le 28 février contre l'Iran).

Les données indépendantes racontent une tout autre histoire. Selon la société d'analyse maritime Kpler, seuls 5 à 13 navires en moyenne ont franchi le détroit par jour début septembre. Lloyd's List Intelligence évoquait une moyenne similaire d'environ 12 transits quotidiens fin août.

Le Joint Maritime Information Center, qui surveille les menaces pesant sur la navigation dans la région, classait toujours le 1er septembre le niveau de risque à Ormuz comme « sévère », citant un risque persistant de mines dérivantes malgré les affirmations américaines d'avoir déminé la zone.

Le site de suivi de données TankerTrackers.com a estimé plus tôt cette semaine qu'en moyenne environ 5 millions de barils par jour de pétrole brut, dont presque aucun iranien, sont sortis du golfe Persique via le détroit d'Ormuz au cours des 28 jours précédents, ainsi qu'environ 2,5 millions de barils via des ports pétroliers du golfe d'Oman, comme Fujairah aux Émirats arabes unis.

Ces exportations représentent plus de 40 % du flux pétrolier de la région d'avant-guerre.

Néanmoins, selon The Economist, la réalité du trafic reste difficile à établir avec précision, car une grande partie des pétroliers désactivent désormais leur transpondeur AIS pour ne pas se signaler comme cibles.

Certains continuent d'émettre, mais le brouillage électronique généralisé dans la zone dégrade la fiabilité des signaux captés, tandis que d'autres navires falsifient délibérément leur position.

La majorité des franchissements s'effectueraient en outre de nuit, échappant à l'observation satellite. La traçabilité est encore compliquée par le fait que le pétrole du Golfe change fréquemment de propriétaire avant de rejoindre le large : un nombre restreint d'opérateurs, compagnies maritimes publiques des pays du Golfe, le sudcoréen Sinokor ou encore l'armateur grec Dynacom, concentre l'essentiel de ces flux, faisant transiter le brut par le détroit avant d'en transférer discrètement la cargaison une fois sorti de la zone.

Ainsi, les compteurs pétroliers déduisent des transits rétroactifs, suivant les charges et déchargements et surveillant les navires qui disparaissent du golfe pour refaire surface à l'extérieur, explique Pamela Munger de Vortexa à The Economist.

Par exemple, le 8 septembre, la société Kpler n'a compté que huit transits, contre 23 une semaine auparavant. Ainsi, le trafic passé d'Ormuz ne prédit pas les performances futures car les progrès peuvent rapidement s'inverser. Même si des mines ont été déminées sur certaines parties du détroit, elles peuvent dériver d'ailleurs, et l'Iran peut en poser de nouvelles. Ses forces conservent également une capacité suffisante pour frapper des pétroliers.

Par conséquent, en effet, le trafic n'est plus à zéro comme pendant la première partie du conflit, néanmoins il n'a pas non plus repris au niveau d'avant-guerre, et on constate une très grande volatilité au jour le jour concernant le transit. Cela est confirmé par les primes d'assurances maritimes, le prix du pétrole brut, ainsi que le prix des produits pétroliers raffinés.

Cet écart de un à six ou sept entre le discours officiel américain et les données des trackers indépendants est le cœur du problème stratégique. Les exportations de brut du Golfe ont chuté d'environ 47 % par rapport à l'avant-guerre (de 17 millions de barils/jour en 2025 à environ 9 millions bpj en août 2026), et les flux directs par le détroit lui-même sont tombés à environ 2,2 millions de bpj.

Le baril de Brent, qui dépassait 100 dollars pour la première fois depuis juillet début septembre, s'établissait autour de 104-105 dollars au moment de la réunion de Salalah, et les primes d'assurance de guerre pour les pétroliers avoisinaient 40 fois leur niveau d'avant-crise, avec plusieurs P&I clubs (mutuelles d'assurance maritime) ayant retiré leur couverture.

Autrement dit, la question stratégique n'est pas de savoir si un pétrolier isolé peut physiquement traverser la zone sous escorte navale, cela arrive, mais si les marchés mondiaux considèrent que la liberté de navigation a été durablement rétablie. À ce stade, la réponse des marchés est clairement négative.

## **2. Washington et Téhéran restent piégés dans un cycle action-réaction**

L'Iran n'a pas renoncé à contrôler l'accès au détroit et continue de cibler les navires empruntant la route omanaise, un cargo iranien a par exemple été touché au large de l'île de Qeshm le 13 septembre, la veille même de la réunion régionale que Téhéran devait présenter aux pays voisins.

Parallèlement, l'Iran et Oman ont annoncé fin août avoir finalisé un accord temporaire de gestion du trafic (entrée par les eaux iraniennes, sortie majoritairement par les eaux omanaises), assorti d'opérations de déminage. Mais un responsable iranien a indiqué qu'aucun accord signé n'était attendu de la réunion de Salalah, et des diplomates rappellent que la réouverture complète du détroit nécessitera, en dernier ressort, un accord direct entre Washington et Téhéran, qui n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour.

Le président Trump a d'ailleurs explicitement écarté toute pression pour revenir à la table des négociations, écrivant sur Truth Social début septembre qu'il préférerait la situation actuelle, avec un contrôle quasi total du détroit et l'économie iranienne en train de s'effondrer.

Des responsables américains ont par ailleurs signalé en privé aux pays du Golfe qu'ils souhaitaient recentrer toute future négociation avec l'Iran sur le programme nucléaire, et non sur la réouverture du détroit.

Ce découplage délibéré entre le dossier nucléaire et le dossier maritime prive la diplomatie régionale (Oman, Golfe) d'un levier direct sur Washington, et explique en partie pourquoi la réunion de Salalah se tient précisément *sans* les États-Unis à la table.

La question stratégique de savoir si le temps jouera finalement en faveur de Washington, ou du régime de Téhéran, reste à trancher, avec chacun son blocus.

Mais il est désormais clair que le calcul de Téhéran il y a six mois, alors qu'il avait fermé le détroit d'Ormuz s'est avéré erroné. Cette décision n'a pas déclenché une crise économique mondiale ni forcé le président Trump à mettre fin à la guerre selon les conditions iraniennes.

Pourtant, le blocus imposé par Trump aux ports iraniens, imposé en avril puis réimposé en juillet, après l'effondrement d'un mémorandum éphémère sur la réouverture de la voie navigable, n'a pas non plus changé le comportement de l'Iran. Malgré une crise économique croissante, le blocus n'a pas déclenché un soulèvement populaire contre la République islamique, et n'a pas convaincu Téhéran de rouvrir le détroit pour permettre la libre navigation.

« Les hypothèses des deux parties ne se sont pas réalisées, et aucune d'elles n'a non plus de sortie », a déclaré Vali Nasr, professeure d'études sur le Moyen-Orient à l'université Johns Hopkins et ancienne fonctionnaire du département d'État impliquée dans des contacts informels avec l'Iran au Wall Street Journal.

En outre, ce n'est bien sûr pas seulement une question de pétrole. Les livraisons de gaz naturel liquéfié (25% dans le détroit d'Ormuz), d'engrais (45%), d'ammoniac (31%) et d'autres matières premières restent également bloquées dans le Golfe, étouffant les économies du Qatar, du Koweït, de l'Irak et de Bahreïn, des nations qui ne disposent pas d'autres sorties maritimes.

Le temps ne profite à aucune des deux parties, a déclaré un haut responsable arabe du Golfe au Wall Street Journal, mais le temps presse davantage pour les Iraniens car ils subissent une énorme pression économique. L'horloge américaine est plus une question de politique et d'opinion publique que de douleur économique, a-t-il dit.

Le blocus naval américain a étranglé les exportations pétrolières iraniennes du golfe Persique et les stocks offshore de Téhéran qui alimentent la Chine s'épuisent rapidement. Aucun pétrole brut iranien n'a franchi le blocus depuis sa réintégration par la marine américaine à la mi-juillet, selon le traceur naval Kpler.

Les dirigeants iraniens, cependant, avertissent depuis longtemps qu'ils ne peuvent pas permettre une situation où les États arabes du Golfe exportent leur pétrole tandis que le commerce iranien est étranglé.

Lorsque le blocus américain a été imposé pour la première fois par Trump, les responsables iraniens estimaient pouvoir tenir environ cinq mois sans conséquences

catastrophiques pour l'économie. Ce point approche rapidement et oblige Téhéran à prendre une décision stratégique.

Cela rend Hormuz encore plus importante pour les durs de Téhéran. S'ils perdent une capacité déjà affaiblie à perturber le trafic dans la voie navigable, ils perdent l'un des rares moyens restants d'imposer des coûts aux États-Unis et à leurs partenaires régionaux.

Maintenir la capacité de menacer le détroit, et les forces militaires américaines nécessaires pour le protéger, reste central tant dans la stratégie militaire de l'Iran que dans sa position de négociation dans de futures négociations.

Hormuz est une préoccupation immédiate et le principal champ de bataille, mais c'est aussi le plus grand levier de Téhéran. C'est le joyau de la couronne. Cette dynamique augmente également le risque d'entraîner davantage les États du Golfe dans le conflit, alors qu'ils absorbent des coûts économiques et sécuritaires croissants dus à une confrontation qu'ils cherchent à éviter.

Plus Washington attaque les exportations d'énergie iraniennes, plus l'Iran incite à faire ressentir les coûts du conflit au-delà de ses propres frontières.

Le comportement de l'Iran, ainsi que la rapidité et l'ampleur de sa réponse aux dernières frappes américaines, montrent que Téhéran choisit de répondre plutôt que de céder. C'est parce que Téhéran ne peut pas se permettre d'accepter l'ordre en vigueur que Trump semble vouloir imposer dans le détroit d'Ormuz.

Le calendrier politique américain est également un facteur majeur dans la pensée iranienne, laissant présager une probable escalade. Un moment charnière dans les débuts de la République islamique fut la décision de manipuler l'élection présidentielle américaine de 1980 en retenant la libération des otages américains jusqu'à ce que Ronald Reagan ait battu Jimmy Carter. L'administration Reagan a ensuite secrètement fourni des armes à l'Iran.

Aujourd'hui, les dirigeants iraniens sont pleinement conscients de l'impopularité de la guerre aux États-Unis, en partie parce qu'elle a entraîné une hausse des prix de l'essence à la pompe.

Et ils ont peu d'envie de récompenser Trump, qui a ordonné l'assassinat d'une grande partie de la direction politique et militaire iranienne en février, par un compromis sur le détroit d'Ormuz qui ferait baisser le prix de l'essence juste avant les élections de mi-mandat américaines en novembre.

En effet, le véritable pouvoir à Téhéran semble cependant entre les mains des commandants du Corps des Gardiens de la Révolution islamique. Ces commandants, tels que le nouveau chef du Conseil suprême de sécurité nationale Mohsen Rezaei et le chef des Gardiens de la Révolution Ahmad Vahidi, considèrent le gouvernement comme

menant une guerre de survie et sont peu susceptibles de se laisser influencer par la douleur économique ressentie par les citoyens du pays.

D'ailleurs, l'Iran tente de plus en plus d'intensifier son conflit avec les États-Unis alors qu'il cherche à briser une impasse dans le détroit d'Ormuz qui étouffe son économie.

Au moins trois fois au cours de la semaine dernière, les forces iraniennes ont lancé des missiles sur des navires de guerre américains, dont un porte-avions, visant directement la marine américaine d'une manière qu'elles n'avaient pas faite depuis le début de la guerre.

L'Iran a également tiré une salve de missiles majeure sur les forces américaines stationnées en Jordanie mercredi 9 septembre. Ces attaques poussent la guerre vers une phase plus périlleuse. Un impact sur un navire de guerre américain déclencherait presque certainement une réponse américaine virulente et risquerait de raviver une guerre à grande échelle.

Ce pari représente une avancée significative par rapport aux attaques mesurées que l'Iran mène depuis des semaines contre des navires commerciaux dans le détroit et contre des cibles américaines moins sensibles au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie.

L'Iran est devenu plus agressif à mesure que la pression autour de son économie se resserrait. Dix-neuf navires de la marine américaine appliquent un blocus qui a interrompu ses exportations de pétrole. De nouvelles sanctions américaines ont perturbé les finances de Téhéran, faisant chuter sa monnaie et forçant des coupes dans les subventions au carburant.

La pression économique n'est pas la seule raison pour laquelle l'Iran pourrait être plus enclin à prendre des risques. La propre compréhension de la dissuasion à Téhéran a également évolué au cours de la guerre. Pendant des années, les dirigeants iraniens ont présenté l'action militaire comme une représaille : l'Iran absorbait une attaque, puis imposait des coûts à l'agresseur.

L'expérience des deux dernières années remet de plus en plus en question cette logique. Du point de vue de Téhéran, les tentatives répétées de contenir l'escalade n'ont pas empêché Israël et les États-Unis d'étendre leurs attaques.

Cette réévaluation stratégique est désormais visible dans la direction et la pratique militaires iraniennes. Après avoir nommé Vahidi commandant du CGRI, Ali Khamenei lui a ordonné de poursuivre une « dissuasion maximale » tout en préparant la force pour des « puissantes opérations offensives ». La formulation est significative.

L'action offensive est de plus en plus conçue comme une voie pour rétablir la dissuasion. L'Iran a déjà donné un aperçu de ce que cela pourrait signifier en pratique. Le 28 juillet, le CGRI a lancé des missiles balistiques sur une base militaire américaine en Jordanie, à un

moment où Trump avait suspendu les frappes américaines pour laisser plus de temps à la diplomatie.

Contrairement au passé, la frappe n'était pas une réponse à une attaque américaine. Le Commandement central américain a décrit cela comme une tentative d'attaque surprise, et Washington a ensuite repris ses frappes contre l'Iran.

La séquence suggérait que Téhéran devenait plus disposé à engager une action militaire lorsqu'il pensait que cela pourrait modifier l'équation stratégique, plutôt que d'attendre de riposter. Les dirigeants iraniens peuvent également estimer avoir plus de marge d'action que ce que Washington ou Israël attendaient.

Malgré les énormes dégâts infligés aux infrastructures militaro-industrielles iraniennes, des images satellites récentes et des évaluations israéliennes indiquent que Téhéran restaure des bases de missiles, des installations de production, des ports et d'autres infrastructures militaires à un rythme étonnamment rapide.

L'Iran pourrait même voir de la valeur dans les risques qui accompagneraient une frappe réussie contre un navire de guerre américain, a déclaré Alice Gower, associée chez Azure Strategy, un cabinet de conseil en risques politiques à Londres au Wall Street Journal. Endommager un navire américain pourrait secouer les marchés et les États du Golfe, tout en obligeant le président Trump à choisir entre une riposte coûteuse et paraître faible avant les élections de mi-mandat.

Toutefois, il est peu probable que ces attaques affectent la force du blocus américain, qui pourrait être déplacé plus loin de l'Iran sans compromettre son efficacité, ont déclaré d'anciens responsables et analystes.

Néanmoins, la situation actuelle est périlleuse, avec une marge de manœuvre pour des erreurs de calcul qui risquent de ramener les deux camps dans un conflit total.

Cependant, aucun des deux camps ne souhaite revenir à une guerre totale. Téhéran, il est vrai, a de fortes raisons d'éviter une nouvelle escalade militaire majeure. Un nouveau cycle de combats pourrait aggraver les dégâts subis par les infrastructures énergétiques, de transport et industrielles de l'Iran, dont une grande partie est encore en réparation par rapport aux hostilités précédentes, et compliquerait également la reconstruction en mettant davantage à rude épreuve les finances de l'État, perturbant les importations et exposant une économie déjà affaiblie à un nouveau cycle de destruction.

Du côté des Américains, le sujet est surtout au niveau des stocks de munition concernant les intercepteurs sophistiqués tels que le Patriot et le THAAD, la perte de matériel militaire sur les bases, ainsi que le risque de nouvelles pertes de soldats.

L'accent croissant mis sur une action militaire proactive et un sentiment de régénération militaire pourrait établir un seuil plus bas pour l'escalade militaire iranienne que ce que Washington suppose.

Si l'Iran considère que l'équilibre actuel est intenable, son escalade devrait différer de ce qu'il a déjà tenté. Téhéran attaque déjà la navigation commerciale, conteste le passage à Hormuz et compte sur les Houthis pour maintenir la pression sur le trafic maritime en mer Rouge. Intensifier ces actions pourrait augmenter les coûts, mais il est peu probable que cela modifie le calcul de Washington concernant le transport de volumes significatifs de pétrole dans la partie sud du détroit.

L'Iran pourrait reprendre les attaques contre les bases américaines, les systèmes radar et autres installations qui soutiennent la surveillance maritime et les systèmes de commandement et de contrôle aidant à protéger et coordonner la navigation à travers le détroit.

Plus dangereux encore, il pourrait tenter de frapper directement des navires de guerre américains. On pense que l'Iran possède des missiles antinavires qui, du moins sur le papier, peuvent menacer les navires de guerre américains opérant dans et autour du golfe Persique.

Le problème le plus difficile est de localiser et de suivre des cibles mobiles avec suffisamment de précision, pourquoi de meilleurs renseignements, y compris potentiellement de partenaires comme la Russie et la Chine pourraient devenir une variable importante.

Jusqu'à présent, Téhéran a généralement eu de solides raisons d'éviter d'infliger un grand nombre de pertes américaines, ce qui pourrait déclencher une campagne américaine beaucoup plus vaste contre les infrastructures militaires et civiles iraniennes.

Mais cette retenue dépend du fait que les dirigeants iraniens continuent de croire qu'éviter une telle confrontation les améliore. S'ils concluent plutôt que le blocus prolongé et la pression économique aggravent progressivement leur position, le seuil pour prendre ce risque pourrait baisser.

C'est aussi pourquoi la diplomatie reste la solution la moins coûteuse pour les deux camps. Washington peut croire que la pression du temps et de l'économie améliore sa position de négociation ; Téhéran pourrait de plus en plus croire que ce même processus réduit sa fenêtre d'action. C'est une combinaison particulièrement dangereuse.

Une fois que les deux camps commencent à tester les lignes rouges de l'autre, le risque d'erreur de calcul augmente considérablement. Une attaque iranienne causant d'importantes pertes américaines, ou une réponse américaine franchissant l'une des lignes rouges de Téhéran, pourrait rapidement faire dépasser la confrontation au-delà d'une escalade calibrée et ramener à une guerre à grande échelle.

En tout cas, la guerre de cette année a enseigné trois nouvelles leçons au régime. Elle a appris qu'elle peut survivre à d'énormes frappes aériennes américaines et israéliennes

qui anéantissent ses dirigeants et infligent d'importants dégâts à ses infrastructures militaires et civiles.

Malgré tout cela, ses capacités de drones et de missiles restent suffisamment intactes pour lui permettre de riposter et d'arrêter le trafic maritime à travers le détroit d'Ormuz. Téhéran a également découvert que les États-Unis n'ont aucun désir d'envoyer des troupes terrestres sur leur territoire.

Au début de la guerre de cette année, les États-Unis et Israël ont envisagé de lancer des opérations terrestres pour extraire du matériel nucléaire, mais ne les ont jamais initiées, jugeant qu'elles étaient très risquées et peu susceptibles d'influencer la prise de décision du régime.

La guerre de cette année a montré que le changement de régime ne peut être accompli en Iran sans une invasion terrestre, mais même les décideurs américains les plus bellicistes n'en ont pas publiquement recommandé, montrant à Téhéran que Washington, en réalité, dispose d'une capacité limitée à le vaincre militairement.

Enfin, l'Iran a parié qu'il pourrait survivre aux États-Unis dans un conflit d'usure, et ce pari s'est jusqu'à présent avéré judicieux. Le régime iranien est prêt à soumettre son propre peuple à plus de souffrances et de souffrances économiques que ce que le public américain est prêt à supporter, d'autant plus que les Américains considèrent globalement la guerre comme optionnelle et, de plus en plus, comme un bourbier.

À plusieurs reprises, Trump a menacé de monter en intensité, pour finalement reculer lorsque les prix de l'énergie s'envolent. La menace de la force militaire n'est plus aussi précieuse qu'avant la guerre, c'est pourquoi les menaces militaires répétées de Trump depuis le premier cessez-le-feu en avril n'ont pas substantiellement modifié les actions de Téhéran.

Du point de vue de Téhéran, dès lors que les États-Unis cherchent à empêcher l'Iran d'exporter son pétrole, tandis que les partenaires régionaux de Washington développent des routes alternatives conçues pour contourner le détroit d'Ormuz, ces routes deviennent inévitablement partie intégrante de la confrontation.

Aux yeux de l'Iran, oléoducs, terminaux d'exportation et infrastructures énergétiques associées deviennent des cibles légitimes, au même titre que les pétroliers transitant par le Golfe.

La question la plus importante est de savoir comment Washington choisit d'interpréter les attaques menées par les Houthis ou par les milices chiites alignées sur l'Iran en Irak.

Si l'administration Trump décide que chacune de ces attaques doit automatiquement être traitée comme une action iranienne directe exigeant des représailles contre l'Iran, elle pourrait rapidement se retrouver à faire précisément ce qu'elle cherche à éviter : glisser à nouveau vers une guerre bien plus large avec Téhéran.

C'est pourquoi l'ambiguïté actuelle est, paradoxalement, arrangeante pour presque tout le monde, sauf pour l'Arabie saoudite. L'Iran peut imposer des coûts aux tentatives de contournement d'Ormuz avec l'aide des Houthis et des milices chiïtes irakiennes (voire sous commandement iranien direct) sans nécessairement franchir le seuil d'une guerre directe avec les États-Unis.

Washington peut éviter d'être entraîné à nouveau dans une confrontation majeure avec l'Iran. Et l'Arabie saoudite en absorbe les conséquences.

C'est le problème stratégique auquel Riyad fait désormais face : le royaume devient de plus en plus l'arène dans laquelle Washington et Téhéran peuvent tous deux poursuivre leurs objectifs tout en essayant d'éviter une guerre directe entre eux.

Mais, combinées aux perturbations persistantes dans le détroit d'Ormuz et à Bab al-Mandab, les attaques contre les infrastructures énergétiques régionales contribuent à maintenir des prix du pétrole très élevés. À un certain point, les conséquences économiques, en particulier la hausse des prix de l'énergie, créeront une pression croissante sur Washington pour qu'il réagisse.

Et c'est là le véritable dilemme américain. Une action militaire contre les milices alignées sur l'Iran en Irak risque de déclencher des représailles contre les intérêts américains. Des opérations renouvelées contre les Houthis pourraient ramener Washington dans une nouvelle campagne difficile au Yémen. Et des frappes directes contre l'Iran comporteraient le plus grand risque de rouvrir une guerre régionale bien plus large.

Washington fait donc face à un choix de plus en plus inconfortable : tolérer une pression continue sur le système énergétique mondial, ou intervenir militairement et risquer d'élargir le conflit même qu'il cherche à contenir.

Une chose, cependant, devient de plus en plus claire : plus le blocus maritime se poursuit sans issue politique, que ce soit avec l'Iran ou avec les Houthis, plus la probabilité d'une nouvelle escalade augmentera. La situation actuelle n'est pas un statu quo stable.

C'est un équilibre temporaire et de plus en plus fragile, dans lequel chaque nouvelle attaque, chaque perturbation des flux énergétiques et chaque réponse militaire fait monter les enjeux.

Sans mécanisme diplomatique traitant à la fois la confrontation avec l'Iran et le conflit distinct entre les Houthis et l'Arabie saoudite, l'escalade n'est pas une aberration. C'est la trajectoire la plus probable. La question n'est donc pas de savoir si la pression militaire peut produire un nouvel acquis tactique.

Elle est de savoir s'il existe une stratégie politique capable de convertir cette pression en une sortie de crise. Sans cela, la région ne fait que gravir, échelon après échelon, l'échelle de l'escalade.

## **L'échelle d'escalade progresse vers le haut, pas seulement latéralement**

L'Iran a déjà franchi des seuils significatifs, attaques visant des navires liés aux États-Unis, tirs vers la Jordanie la semaine du 7 septembre, frappe sur un cargo iranien au large de Qeshm revendiquée par Téhéran comme un acte « terroriste ».

Ces gestes, de plus en plus audacieux et souvent revendiqués ou encouragés par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), n'ont à aucun moment interrompu les opérations américaines dans la région.

Ce constat est important : il signifie que chacune des deux parties teste des mesures toujours plus risquées précisément *parce que* les précédentes n'ont pas suffi à dissuader l'autre.

C'est la signature classique d'une spirale d'escalade sans plancher de dissuasion stable, chaque camp cherchant un seuil de douleur suffisant pour faire plier l'autre, sans l'avoir encore trouvé après six mois et demi de conflit.

Téhéran ne semble pas disposé à s'engager dans une guerre prolongée, mais refuse, dans le même temps, de se plier aux exigences du président américain Donald Trump, et insiste pour préserver ce qu'il considère comme les acquis de la guerre. Il a ajouté que les dirigeants iraniens semblent avoir fait leur choix face à une pression accrue : privilégier l'escalade à la capitulation.

Les sanctions et les pressions américaines infligent des dommages considérables à l'économie iranienne, mais l'impact de ces mesures n'est pas unilatéral. Téhéran estime pouvoir faire peser une partie du coût de la confrontation sur l'économie mondiale, notamment en affectant l'approvisionnement énergétique et la stabilité régionale.

L'Iran n'acceptera pas une situation permettant à Washington de tirer profit de sa politique de « pression maximale » sans en subir les conséquences. Un blocus économique prolongé pourrait inciter les dirigeants iraniens à intensifier leurs actions offensives, et à rechercher de nouveaux moyens d'accroître le coût de la confrontation pour leurs adversaires.

L'approche iranienne actuelle accorde une importance croissante à l'initiative, et que la poursuite des pressions pourrait inciter Téhéran à exacerber les tensions dans la région et à employer des tactiques de pression supplémentaires.

Les États-Unis ne peuvent pas maintenir leur politique de pression maximale et éviter de conclure un accord avec l'Iran sans en subir les conséquences, soulignant qu'une escalade prolongée pourrait compromettre la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

Par ailleurs, l'administration américaine peine encore à comprendre la mentalité du régime iranien. Téhéran est capable de faire des concessions, de reculer tactiquement,

voire de modifier certaines de ses politiques, mais, éprouve une extrême difficulté à accepter une capitulation publique sous la pression.

Ainsi, le président américain pourrait se retrouver confronté au même dilemme qu'au cours des derniers mois : choisir entre une escalade militaire ou politique coûteuse et imprévisible et accepter les conditions iraniennes, potentiellement humiliantes pour Washington. Les options qui s'offrent désormais à l'administration américaine se limitent au pire des deux.

C'est la distinction que Washington doit garder à l'esprit : la capacité à infliger d'énormes dommages à l'Iran n'équivaut pas à la capacité de contraindre l'Iran à capituler. La puissance militaire peut imposer des coûts extraordinaires.

La question la plus difficile est de savoir si ces coûts produisent les concessions politiques réellement recherchées. Dans ce cas précis, il existe très peu de raisons de supposer que ce sera le cas.

L'Iran est loin d'être invincible. Là n'est pas la question. La vraie question est de savoir si les États-Unis et leurs partenaires régionaux sont prêts à payer les coûts énormes d'une guerre prolongée et escaladant avec Téhéran, sans aucune garantie que ces coûts modifieront fondamentalement la position de négociation de l'Iran.

Avant d'escalader, Washington doit répondre à une question bien plus difficile : non pas si l'Iran peut être blessé, il peut clairement l'être, mais quel niveau de perturbation militaire, économique et régionale les États-Unis sont disposés à absorber si Téhéran choisit l'escalade plutôt que la capitulation.

Mais le tableau stratégique plus large est de plus en plus préoccupant : ni Washington ni Téhéran ne parviennent à se dissuader mutuellement.

Chaque camp semble croire qu'en augmentant le coût militaire, il finira par forcer l'autre à reculer. C'est en réalité l'inverse qui se produit. Chaque escalade n'est pas suivie de retenue ou de capitulation, mais d'une nouvelle escalade.

C'est là le problème fondamental de la trajectoire actuelle. Il n'existe pas de voie cinétique évidente pour revenir à un statu quo stable. Si les États-Unis intensifient leurs attaques contre les pétroliers iraniens, Téhéran est plus susceptible d'étendre ses attaques contre les pétroliers dans le Golfe que de les réduire. Et de nouvelles attaques iraniennes accroîtront à leur tour la pression sur Washington pour qu'il réagisse.

L'Iran ne dissuade pas les États-Unis, et les États-Unis ne dissuadent pas l'Iran.

Parallèlement, une autre course est engagée : celle entre la détérioration de l'économie iranienne et la hausse du prix mondial du pétrole. Jusqu'à présent, aucun des deux camps ne semble considérer que cette pression économique constitue une raison suffisante pour réduire sa volonté de recourir à la force.

La question cruciale est donc de savoir si quelqu'un trouvera un moyen d'interrompre ce dangereux cycle d'escalade et de ramener les parties vers la diplomatie, ou si les deux camps continueront de gravir l'échelle jusqu'à ce que l'escalade devienne de plus en plus difficile à maîtriser.

Il est évident que l'Iran épuise délibérément les stocks américains en utilisant des missiles relativement bon marché. Le contrecoup politique aux États-Unis est déjà considérable, et toute nouvelle escalade non coordonnée nuit avant tout aux États-Unis et à l'Occident dans son ensemble.

L'ampleur et la coordination des tirs de missiles sont significatives. Le lancement d'un tel nombre de missiles depuis plusieurs sites suggère que l'Iran a reconstitué ses capacités opérationnelles. Cela reflète probablement aussi une confiance croissante dans la taille de son stock de missiles restant et dans sa capacité à soutenir de nouvelles vagues d'attaques.

La rapidité de la prise de décision iranienne est également significative. Téhéran semble avoir préparé à l'avance un « menu » d'options de représailles, ce qui lui permet de répondre rapidement plutôt que d'engager un nouveau processus décisionnel après chaque action américaine.

Le régime iranien n'a par ailleurs plus grand-chose à craindre sérieusement de l'administration Trump, en raison du temps perdu en début d'année. Seule une invasion à grande échelle changerait leur calcul, mais il n'y a évidemment quasiment aucune chance que cela se produise. D'où leur sentiment d'être en position de force.

La Maison-Blanche n'est même pas capable de saisir, ni d'admettre, que Téhéran coordonne clairement son action avec la Russie. Cette coordination va certainement au-delà de la simple transmission des coordonnées des troupes américaines. Sans parler de la flambée des prix du pétrole, qui profite aux deux régimes.

La seule bonne nouvelle est que l'Ukraine épuise la Russie, et par extension l'Iran. Mais Washington est en train de gâcher clairement cet élan.

Néanmoins, il est difficile de ne pas faire le lien entre l'utilisation massive, hier, de missiles intercepteurs américains et le fait que la Russie se réjouit des attaques iraniennes qui épuisent les stocks américains, réduisant ainsi l'aide que les États-Unis peuvent apporter à l'Ukraine.

De plus, il est fort probable que la Russie aide l'Iran en lui fournissant des renseignements sur les cibles et des armes afin d'atteindre précisément cet objectif.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine et celle entre l'Iran, les États-Unis et Israël sont de plus en plus étroitement liées de jour en jour. Il est regrettable qu'il semble que l'axe Russie-Iran soit plus soudé que l'axe États-Unis-Israël-Ukraine.

En l'absence d'une véritable grande stratégie de la part de l'administration américaine, qui devrait aussi prévoir l'implication des alliés et partenaires, toute cette guerre relève de la bévée d'ampleur historique. C'est un nouvel exemple de l'importance d'une stratégie claire, d'alliances solides et de la confiance.

Le statu quo actuel est donc intrinsèquement instable. L'Iran n'acceptera pas simplement un blocus maritime indéfini, et il ne laissera pas non plus Washington lui imposer des coûts économiques croissants sans imposer lui-même des coûts en retour.

L'Iran réagira à une pression soutenue, et chaque nouvelle manche de représailles et de contre-représailles accroît le risque pesant sur les marchés énergétiques mondiaux. Les prix du pétrole augmenteront même si les États-Unis continuent de frapper ou de couler des pétroliers iraniens.

L'action militaire pourrait imposer des coûts à Téhéran. Elle ne résout pas le problème d'Ormuz. Sans porte de sortie diplomatique crédible, elle risque de transformer la coercition en un cycle d'escalade sans issue claire.

Dimanche dernier, Mohammed Bagher Ghalibaf, négociateur en chef iranien et président du Parlement, a déclaré aux parlementaires que l'ère des « réponses proportionnées » aux attaques américaines était révolue. Le chef de la sécurité iranienne, Mohsen Rezaei, a également annoncé son intention d'imposer une « zone de restriction » à la navigation dans le golfe Persique, allant au-delà des efforts déployés par le pays pour contrôler le détroit d'Ormuz.

Les dirigeants iraniens estiment que le moment est peut-être venu de durcir le ton, avant les élections de mi-mandat américaines de novembre, où une guerre impopulaire pourrait nuire à Trump et au Parti républicain.

Certains dirigeants iraniens estiment également que le moment est opportun pour agir, car Trump reprendra de toute façon la guerre après les élections de mi-mandat. Le président se sentira soit conforté par une victoire électorale inattendue, soit convaincu qu'il n'a plus rien à perdre en poursuivant sa propre stratégie.

« Tout indique que nous sommes à un tournant décisif », a déclaré Mohammad Ali Shabani, analyste de l'Iran et rédacteur en chef du site d'information régional [Amwaj.media](#) au New York Times « *Je doute que les Iraniens attendent la fin des élections pour se faire attaquer en cas d'échec de la diplomatie.* »

L'attaque menée par l'Iran contre deux navires de guerre américains à l'aide de missiles balistiques constitue une escalade significative, a déclaré Hamidreza Azizi, analyste principal spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group au New York Times.

Les forces iraniennes n'avaient jusqu'alors déployé aucun effort sérieux pour cibler les navires de guerre américains et semblaient réticentes à mener des attaques susceptibles d'infliger de lourdes pertes aux Américains.

L'administration Trump semble considérer que « la dynamique est de son côté » en raison de l'augmentation du trafic dans le détroit d'Ormuz et de l'impact du blocus américain sur les ports iraniens, a déclaré Naysan Rafati, analyste principal sur l'Iran au sein de l'International Crisis Group, un groupe de réflexion au Washington Post. Les dirigeants iraniens pourraient contester les détails, a-t-il ajouté, mais ils sont conscients des risques qui pèsent sur leur influence et veulent « *montrer qu'ils ont encore des atouts en main* ».

*« Ils veulent montrer qu'ils ne sont ni réticents au risque ni dissuadés », a-t-il déclaré. « Et qu'ils vont tenter d'imposer leurs propres coûts aux États-Unis. »*

Ali Vaez, directeur adjoint des programmes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'International Crisis Group, a déclaré au Washington Post que l'Iran était « *prêt à prendre des risques de plus en plus importants pour briser le blocus* ».

*« D'une certaine manière, plus le président Trump réussit à exercer une pression économique sur l'Iran, plus il échoue en contraignant les Iraniens à recourir à la force », a-t-il déclaré.*

## **L'objectif stratégique de l'Iran : rouvrir son accès maritime, par la diplomatie ou par l'escalade**

Le but de Téhéran est relativement lisible : lever les restrictions pesant sur son accès maritime, que ce soit par la force ou par la négociation.

La voie privilégiée reste, pour l'instant, un arrangement négocié avec Oman. Mascate agissant comme médiateur naturel du fait de sa position sur le détroit et de ses relations de longue date avec Téhéran.

La réunion à Salalah, qui réunit pour la première fois depuis le début de la guerre les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de l'Irak avec leur homologue iranien Abbas Araghchi, vise précisément à élargir le soutien régional à cet accord Iran-Oman.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a présenté la rencontre comme la première étape vers un « cadre régional de sécurité » dans le Golfe, un langage qui, significativement, exclut toute mention du rôle américain.

Trump, de son côté, a affiché son indifférence : « Je ne m'en soucie pas. C'est leur affaire », a-t-il déclaré, tout en évoquant la possibilité de maintenir une présence militaire américaine dans la région « pour garder le pétrole, comme au Venezuela ».

Pour Téhéran, diplomatie et escalade ne sont donc pas des stratégies contradictoires : ce sont deux instruments poursuivant le même objectif, activés en parallèle selon les circonstances.

Aucun gouvernement du Golfe n'a d'illusions sur la nature du régime iranien. Mais leur choix aujourd'hui n'est pas entre l'Iran et les États-Unis. Il est entre une confrontation sans fin sans objectif politique clair, qui déstabilise la région et impose d'énormes coûts économiques, et un arrangement qui peut restaurer un certain degré de stabilité.

Aucun État du Golfe ne peut absorber durablement un trafic maritime réduit à une fraction de son niveau normal, quel que soit le degré d'hostilité politique envers l'Iran. La rencontre BRICS, l'ouverture du dialogue de Salalah et même la relative passivité face aux Houthis participent d'une même logique : limiter l'escalade militaire.

Et de plus en plus, ils choisissent la stabilité. La volonté de poursuivre un arrangement dans le détroit d'Ormuz, même un qui pourrait impliquer d'accepter un rôle iranien plus important là-bas, est peut-être l'indication la plus claire de la manière dont la confiance en Washington s'est gravement érodée. Du point de vue du Golfe, la politique américaine génère des dommages économiques sans précédent sans offrir de voie crédible vers la fin de la crise.

D'ailleurs, Washington a explicitement mis en garde les pays du Golfe contre toute négociation directe avec l'Iran qui l'exclurait, et devrait rejeter les termes qu'évoque Téhéran, à savoir le droit pour l'Iran de déterminer quels navires peuvent entrer dans le Golfe et de leur facturer potentiellement des frais de passage. Malgré cela, le Golfe teste une voie parallèle, quitte à froisser Washington.

La réticence du président Trump à s'impliquer profondément dans la confrontation avec les Houthis ne fait que renforcer la conclusion dans les capitales du Golfe qu'ils ne peuvent tout simplement pas sous-traiter leur sécurité à Washington. Ils ont besoin de canaux directs avec Téhéran, et ils ont besoin d'un arrangement qui puisse rouvrir les détroits et protéger leurs économies.

Si les États du Golfe parviennent à un accord avec l'Iran qui permet la reprise du trafic maritime, l'étape suivante est prévisible : ils intensifieront la pression sur Washington pour assouplir ou lever le blocus maritime.

Téhéran accueillera favorablement ce développement. Cela permettrait à l'Iran de transformer la pression militaire et économique en levier diplomatique, tout en creusant l'écart entre Washington et ses partenaires traditionnels du Golfe.

Telle est la réalité inconfortable à laquelle sont confrontés les décideurs américains aujourd'hui, et il y a peu de raisons de croire qu'elle changera de sitôt.

L'éventualité de péages iraniens reste largement rejetée, mais des contributions volontaires pour la gestion du passage du détroit sont envisagées, selon des sources proches du dossier. Le cadre juridique omanais prévoit des contributions volontaires pour la sécurité de la navigation et la protection de l'environnement, d'après trois sources au fait du dossier.

L'un des objectifs de la réunion de lundi est de s'accorder sur des cartes des routes maritimes traversant le détroit, selon une source. Toutefois, il est quasiment impossible que les pays du Conseil de coopération du Golfe et l'Iran soutiennent un plan global d'ouverture de cette voie navigable sans la participation des États-Unis. L'administration américaine n'a cependant pas cherché à s'opposer à cette réunion, affirmant qu'elle suivrait de près les discussions.

Les Iraniens ont fait savoir aux acteurs régionaux qu'ils seraient ouverts à des négociations nucléaires avec les États-Unis une fois la question du détroit résolue, notamment la levée du blocus américain, a indiqué une source régionale. Par conséquent, l'établissement d'un cadre pour la réouverture du détroit constitue probablement une étape cruciale pour ouvrir la voie à des négociations nucléaires et à la fin du conflit.

L'éventualité de péages ou de redevances obligatoires pour le trafic des pétroliers constituera un point de blocage majeur. Avant le conflit, la voie navigable était ouverte à la navigation commerciale sans aucun droit d'entrée. Dès les premiers jours du conflit, les États-Unis et les acteurs régionaux ont été inflexibles sur un point : le statut de la voie navigable après-guerre ne pouvait impliquer de nouveaux droits d'entrée, et surtout pas de droits qui profiteraient financièrement à l'Iran.

### **Salalah comme point de bascule potentiel, sur fond d'économie iranienne exsangue**

Si l'arrangement Iran-Oman obtient un soutien plus large du Golfe mais que Washington maintient malgré tout sa pression, Téhéran pourrait conclure que la voie diplomatique est structurellement bloquée.

Ce risque est d'autant plus réel que l'échéance électorale américaine du 3 novembre approche, et que les dirigeants iraniens pourraient calculer, à tort ou à raison, que Trump deviendra plus réticent à une nouvelle escalade militaire majeure à l'approche du scrutin, compte tenu du risque sur les prix du pétrole, sur l'inflation et sur la cote de popularité du président (33 % selon un sondage Reuters/Ipsos début septembre, en net recul, largement attribué au conflit et à l'inflation).

Le paradoxe est que cette pression économique n'incite pas nécessairement Téhéran à la modération. Les chiffres sont sans appel : le président Masoud Pezeshkian a lui-même reconnu une contraction du commerce extérieur de 25 à 35 %. Les exportations de brut, qui avoisinaient encore 2 millions de barils/jour en mars, sont tombées à environ 220 000-260 000 bpd en août selon Kpler, une chute de plus de 85 %. Le FMI prévoit une contraction du PIB iranien de 5,4 à 6,1 % sur l'année, et le rial se négocie autour de 2 millions pour un dollar.

Le Pentagone estime que le CGRI perd environ 170 millions de dollars par jour de revenus pétroliers, pour une perte cumulée d'environ 4,8 milliards de dollars.

Si cette évaluation, pression maximale mais absence d'issue diplomatique crédible, s'enracine à Téhéran, la logique interne du régime pourrait pousser vers davantage d'escalade plutôt que vers la retenue, une économie acculée n'étant pas nécessairement une économie docile.

Plus de cent jours après la mort du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, Washington reste focalisé sur les débats habituels concernant les sanctions, les négociations nucléaires et la diplomatie avec Téhéran. Pourtant, l'évolution la plus importante au Moyen-Orient aujourd'hui n'a que peu à voir avec les centrifugeuses ou les formules diplomatiques. Elle se joue au sein même de la structure politique de la République islamique.

Pendant des décennies, la politique américaine envers l'Iran a été principalement axée sur la question nucléaire. Si les administrations ont divergé sur les tactiques à adopter, la plupart ont admis que la République islamique demeurerait une entité politique relativement stable, dont le comportement pouvait être géré par une combinaison de diplomatie, de sanctions et de dissuasion. Dans ce contexte, Washington a consacré une attention considérable aux agissements de l'Iran, tout en négligeant largement son évolution. La mort de Khamenei a mis en lumière les conséquences de cette négligence.

La question centrale à laquelle l'Iran est confronté n'est plus de savoir qui succédera à son dictateur. L'enjeu bien plus important est de savoir si le système politique qu'il a dominé pendant plus de trente ans peut préserver sa cohésion sans celui qui en était le détenteur ultime du pouvoir. Khamenei gérait des factions rivales, des institutions concurrentes et maintenait une apparence d'unité au sein d'un système de plus en plus marqué par des contradictions internes.

Son absence a révélé des failles auparavant occultées et accéléré des tendances déjà à l'œuvre bien avant sa mort.

La plus importante de ces tendances est le transfert progressif du pouvoir des institutions cléricales vers l'appareil sécuritaire. L'Iran qui émergera après Khamenei sera probablement moins façonné par une théologie radicale que par les forces militaires, les services de renseignement et les organisations coercitives dont l'influence n'a cessé de croître au cours des deux dernières décennies.

Cette évolution ne date pas de la crise de succession actuelle. Bien avant la mort de Khamenei, la République islamique était déjà passée d'une théocratie révolutionnaire à un État dominé par la sécurité, où les institutions militaires, de renseignement et coercitives exerçaient une influence grandissante sur presque tous les aspects de la gouvernance.

Au cœur de cette transformation se trouve le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien, qui s'est progressivement étendu bien au-delà de son mandat militaire initial pour devenir un acteur politique, un appareil de renseignement, un conglomerat économique et, finalement, l'un des principaux piliers de la survie du régime.

Les vagues successives de troubles intérieurs, le déclin économique, l'isolement international et les conflits régionaux ont renforcé la dépendance du régime à l'égard d'institutions capables de maintenir l'ordre intérieur et d'affirmer sa puissance extérieure.

À mesure que l'idéologie révolutionnaire perdait de son pouvoir de mobilisation, l'État s'est de plus en plus appuyé sur des institutions coercitives et sécuritaires pour préserver la stabilité. Les décisions stratégiques ont été davantage influencées par les priorités militaires et de renseignement, tandis que les ressources économiques et la politique étrangère sont tombées sous l'emprise croissante de l'appareil sécuritaire.

Durant les dernières années du règne de Khamenei, les institutions cléricales continuaient d'assurer une légitimité symbolique, mais les mécanismes concrets du pouvoir avaient déjà évolué.

La capacité de l'État à gouverner dépendait moins de l'autorité religieuse que de l'aptitude des institutions sécuritaires à gérer la dissidence, à contrôler les ressources et à faire face aux menaces perçues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. L'autorité autrefois concentrée entre les mains du Guide suprême iranien devenant plus difficile à reproduire, ces institutions sont en mesure de jouer un rôle encore plus important dans la construction de l'avenir de l'Iran.

Il en résulte l'émergence d'un ordre politique post-Khamenei, de plus en plus régi par une logique de sécurité, de survie et de coercition, plutôt que par les idéaux révolutionnaires sur lesquels la République islamique a été fondée.

Cette transformation interne survient au moment même où l'un des instruments stratégiques les plus importants de l'Iran subit une pression croissante. Pendant des décennies, Téhéran a compensé ses limitations militaires conventionnelles en constituant un vaste réseau de forces supplétives s'étendant du Liban et de la Syrie à l'Irak, au Yémen et aux territoires palestiniens.

Le Hezbollah, le Hamas, le Jihad islamique palestinien, les milices irakiennes et les Houthis formaient l'épine dorsale d'une stratégie permettant à l'Iran de projeter son influence, de défier ses adversaires régionaux et de menacer les intérêts américains, tout en évitant les coûts d'une confrontation militaire directe.

Ce modèle, cependant, montre des signes de faiblesse. Plusieurs partenaires régionaux de Téhéran subissent d'important revers militaires et politiques, tandis que les gouvernements régionaux perçoivent de plus en plus l'influence iranienne comme une contrainte à gérer plutôt que comme une menace à tolérer.

Les opérations militaires israéliennes, les activités de renseignement et le renforcement de la coopération régionale en matière de sécurité ont accentué la pression sur les organisations qui opéraient autrefois avec une relative liberté. De ce fait, la distance stratégique que permettait jadis la guerre par procuration s'érode progressivement.

Cette évolution a des implications importantes pour l'ordre post-Khamenei. Pendant des années, le recours à des forces supplétives a permis à Téhéran de maintenir la dissuasion tout en préservant une ambiguïté stratégique.

Cependant, la confrontation indirecte semble de moins en moins apte à atteindre les mêmes objectifs politiques et militaires. Le conflit entre l'Iran et Israël illustre la rapidité avec laquelle les anciennes conceptions s'effondrent. Ce qui était autrefois géré principalement par des forces supplétives se rapproche désormais d'une confrontation directe entre États.

L'histoire montre que de telles périodes de transition peuvent être particulièrement dangereuses. Les régimes affaiblis ne deviennent pas nécessairement plus prudents ; ils sont souvent plus enclins à prendre des risques. Les systèmes politiques confrontés à une légitimité déclinante, à des difficultés économiques, à une incertitude quant à leur leadership et à des revers stratégiques se tournent fréquemment vers la confrontation extérieure pour affirmer leur force et renforcer leur cohésion interne.

La République islamique post-Khamenei présente nombre de ces caractéristiques. Elle doit faire face à des questions de succession, à des pressions persistantes, à la confiance de l'opinion publique et à des défis croissants à son influence régionale.

Dans ces conditions, des actions qui peuvent paraître irrationnelles vues de l'extérieur peuvent être perçues en interne comme des mesures nécessaires au maintien de la dissuasion, de la crédibilité et de la survie politique.

Pour les décideurs politiques américains, ces développements exigent une réévaluation fondamentale des hypothèses de longue date concernant l'Iran. Pendant près de deux décennies, la stratégie américaine a été dominée par la question nucléaire, les sanctions, la diplomatie et la dissuasion étant considérées comme les principaux outils de gestion du défi iranien.

Si le programme nucléaire demeure une préoccupation majeure, il ne représente plus la seule question stratégique, ni même la plus importante. L'enjeu plus significatif réside dans l'émergence d'un État sécuritaire post Khamenei dont le comportement pourrait être moins dicté par la politique cléricale que par les priorités des institutions militaires et de renseignement, de plus en plus axées sur la survie du régime.

Cette réalité suggère que Washington doit dépasser le cadre des négociations et des niveaux d'enrichissement pour mieux appréhender l'évolution interne de la République islamique.

Le comportement futur de l'Iran sera déterminé non seulement par ses capacités, mais aussi par la nature du système politique qui les contrôle.

Un pouvoir plus militarisé et plus instable pourrait se révéler moins prévisible, moins contraint par les considérations politiques traditionnelles et plus enclin à prendre des risques que les générations précédentes de dirigeants iraniens cherchaient à éviter.

Parallèlement, l'affaiblissement de l'architecture régionale de la République islamique ne doit pas être automatiquement interprété comme une réduction de la menace que représente le régime. Dans certaines circonstances, le déclin de son influence et l'insécurité croissante peuvent inciter à une confrontation accrue plutôt qu'à la retenue.

La question stratégique centrale à laquelle sont confrontés les États-Unis n'est donc plus de savoir si l'Iran peut être géré par le biais d'un nouveau cycle de négociations. La question plus importante est de savoir si Washington comprend la nature de l'État qui émerge après Khamenei.

La République islamique subit une profonde transformation, passant d'une théocratie révolutionnaire à un ordre politique dominé par la sécurité, dont la légitimité, la stabilité et la position régionale sont de plus en plus incertaines.

De tels systèmes sont souvent plus instables, plus enclins à prendre des risques et plus difficiles à dissuader. Alors que le Moyen-Orient entre dans l'ère post-Khamenei, les décideurs politiques américains doivent faire face à une réalité plus large : le défi posé par l'Iran ne réside plus seulement dans ce que fait le régime, mais aussi dans ce qu'il est en train de devenir.

Sous un processus de vote opaque et abrégé, le 8 mars, l'Assemblée des experts a sélectionné le fils de Khamenei, Mojtaba, comme nouveau Guide Suprême. Les principaux dirigeants durs de l'IRGC et civils ont insisté sur cette sélection pour des raisons d'expédience en temps de guerre, malgré les maigres qualifications religieuses de Mojtaba.

La nomination de Mojtaba Khamenei révèle également la dynamique interne au sein de l'IRGC lui-même. Des sources informées indiquent qu'un "conseil militaire" composé de hauts officiers de l'IRGC exerce désormais un contrôle total sur la structure centrale de prise de décision, imposant un cordon de sécurité autour de Mojtaba Khamenei et empêchant les rapports gouvernementaux sur la situation du pays de lui parvenir.

La gestion pratique du pouvoir s'est déplacée vers une constellation de personnalités dont l'autorité est tirée de différentes institutions et dont les rôles sont plus complémentaires que concurrents. Le système a assemblé une coalition de guerre de dirigeants militaires, sécuritaires et politiques autour de Mojtaba.

Beaucoup de ces dirigeants appartiennent à la génération forgée par la guerre Iran-Irak des années 1980 et la consolidation initiale de l'IRGC. C'est une génération dont la vision

du monde a été structurée par la survie sous blocus, par la logique de l'économie de résistance, et par la conviction que la capitulation face à la pression externe est suicidaire, institutionnellement et personnellement.

Étant donné la profonde intégration des IRGC dans l'économie iranienne et leur logique institutionnelle de résistance aux pressions externes, il reste peu probable qu'un changement de comportement puisse être induit sans un effort de démantèlement de la structure de patronage des IRGC et de défections au sein de l'appareil sécuritaire.

C'est ici que la situation a le plus nettement évolué depuis la mi-août. Un haut responsable iranien a déclaré à Reuters que Téhéran menaçait de passer d'une politique défensive à une politique offensive pour sortir de l'impasse des négociations, affirmant qu'*« il est prouvé que les États-Unis ne sont pas sérieux au sujet d'un cessez-le-feu »* et que faire confiance à des médiateurs pour un accord durable n'est « pas réaliste ».

Ce constat a été confirmé et théorisé par plusieurs figures du CGRI. Le général Yadollah Javani, numéro deux politique du CGRI, a déclaré à la télévision d'État iranienne que les actions de l'Iran avaient été jusqu'ici défensives, « c'est l'ennemi qui a déclenché la guerre », mais qu'elles pourraient désormais « prendre un caractère offensif », avertissant les adversaires de l'Iran de s'attendre à des « surprises stratégiques ».

Le porte-parole du CGRI, le général Hossein Mohebbi, a pour sa part explicitement désigné les infrastructures américaines et alliées dans la région, réseaux énergétiques, centrales électriques, câbles sous-marins connectés à internet, comme cibles potentielles, une forme de guerre asymétrique déjà évoquée par des officiers du CGRI concernant le sabotage des câbles sous-marins du Golfe.

Le conseiller du Guide suprême Mohammad Mokhber a confirmé le 13 août que la nouvelle stratégie iranienne face à ses adversaires est « intrinsèquement offensive ». C'est toutefois le général Mohammad Reza Naqdi, conseiller du nouveau commandant en chef du CGRI Ahmad Vahidi, qui a porté ce message avec le plus de netteté dans plusieurs interviews à la télévision d'État, confirmées par Bloomberg et CNN.

Interrogé directement sur un basculement de la doctrine militaire iranienne du défensif à l'offensif, Mohammad Reza Naqdi a répondu sans détour : « Oui, cette décision a été prise. » Il a précisé que la préparation opérationnelle implique la capacité de « porter les opérations en territoire ennemi, chaque fois que cela sera nécessaire et ordonné », une formule reprise presque à l'identique dans plusieurs de ses interventions.

Selon H.A. Hellyer, chercheur associé senior au Royal United Services Institute de Londres, cité par CNN, ce raidissement traduit une confiance retrouvée : « *le régime a résisté au déluge américano-israélien et aux représailles des États arabes du Golfe, et il tient toujours debout* » ; l'objectif désormais serait de « *transformer cette résilience en avantage politique permanent dans la région* », plutôt que de laisser l'initiative s'éroder avec le temps.

Cette évolution s'accompagne, selon plusieurs analystes, d'un déplacement progressif des priorités iraniennes : l'« axe de la résistance », qui reposait largement sur des acteurs non étatiques (Hezbollah, Houthis, milices irakiennes), pourrait être de plus en plus complété, sans être remplacé, par un emploi direct et souverain des capacités militaires iraniennes elles-mêmes : missiles balistiques, missiles de croisière, drones.

Les opérations iraniennes contre des groupes d'opposition kurdes dans le nord de l'Irak, menées avant même l'expiration du mémorandum, illustreraient déjà cette logique plus proactive, où Téhéran cherche à anticiper les menaces plutôt qu'à attendre qu'elles atteignent son territoire.

Cela suggère également un passage d'une posture principalement réactive à une posture plus proactive.

Téhéran pourrait ne plus attendre que les menaces atteignent le territoire iranien. Elle cherchera au contraire à anticiper les menaces, à les perturber précocement, et à déplacer le champ de bataille sur le territoire de l'adversaire. Les opérations iraniennes contre les groupes d'opposition kurdes dans le nord de l'Irak offrent un exemple de cette logique en pratique.

Peut-être plus significativement encore, Téhéran semble de plus en plus disposé à accepter les risques associés à une confrontation interétatique directe. Les partenaires et supplétifs de l'Iran continueront à offrir flexibilité, portée géographique et profondeur, mais Téhéran a démontré qu'elle est prête à employer directement la puissance militaire iranienne lorsqu'elle estime que sa dissuasion est en jeu.

Cette évolution reflète une conclusion plus large à Téhéran : l'ère durant laquelle l'Iran pouvait jouir d'une immunité relative tout en projetant sa puissance par le biais de tiers touche à sa fin.

Si les dirigeants iraniens estiment que le territoire national lui-même est désormais une cible de plus en plus légitime pour ses adversaires, ils pourraient conclure que la retenue offre des rendements décroissants.

Les confrontations futures pourraient donc impliquer un emploi plus fréquent et plus visible de la puissance militaire iranienne.

Pour les États-Unis, Israël et les États du Golfe, le défi central n'est pas simplement que l'Iran puisse devenir plus agressif. C'est que les hypothèses qui ont sous-tendu la gestion de l'escalade pourraient ne plus être valables.

Pendant des décennies, l'hypothèse était que Téhéran préférait généralement des réponses calibrées, déniabiles et indirectes aux actions susceptibles de déclencher une guerre interétatique majeure. Cette attente ne peut plus être tenue pour acquise.

L'approche iranienne émergente sera donc probablement moins dépendante des supplétifs, plus tolérante au risque, et plus disposée à employer la puissance militaire souveraine au-delà des frontières de l'Iran.

Cela ne signifie pas nécessairement que Téhéran abandonne la dissuasion ou les calculs rationnels de coûts-avantages. Cela signifie que le seuil à partir duquel les dirigeants iraniens estiment que l'action militaire directe sert ces objectifs pourrait être en train de baisser.

Ainsi, dissuader l'Iran exigera de plus en plus de comprendre non seulement ce que Téhéran craint, mais aussi le moment où elle estime que l'escalade elle-même est devenue l'option la plus sûre.

## **Le front yéménite complique fondamentalement l'équation**

L'offensive houthie ne doit pas être lue mécaniquement comme une opération téléguidée depuis Téhéran. La relation entre l'Iran et les Houthis n'est pas un rapport classique de donneur d'ordre à client : le mouvement Ansar Allah conserve une large autonomie décisionnelle.

Mais leur calendrier ne peut être dissocié du contexte régional plus large : la guerre contre l'Iran a modifié l'environnement stratégique, et les Houthis semblent avoir identifié une vulnérabilité saoudienne accrue, Riyad étant déjà sous tension du fait de la crise d'Ormuz.

Le déclencheur immédiat de la reprise des combats remonte à juillet : l'Arabie saoudite avait empêché un avion iranien transportant des responsables houthis en visite aux funérailles de l'ancien Guide suprême Ali Khamenei d'atterrir à Sanaa.

Les Houthis ont ensuite déclaré un blocus maritime visant les navires saoudiens et lancé une offensive qui a culminé, entre le 9 et le 11 septembre, avec la prise de Mocha, puis des îles de l'archipel des Hanish (Zuqar, Hanish Mayor, Hanish Menor) et enfin de l'île de Mayoun (Perim), au cœur même du détroit de Bab al-Mandeb.

Selon le Conseil de direction présidentielle yéménite (pro-gouvernemental), ces développements « ne sont pas une affaire purement yéménite » mais une question régionale et internationale liée au commerce mondial.

Un responsable local a indiqué à l'AFP que les Houthis avaient « achevé leur prise de contrôle de la zone de Bab el-Mandeb et de l'île de Mayun, située au milieu du détroit ».

Combiné au blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran depuis février, ce contrôle effectif place, pour la première fois, les forces alignées à Téhéran de part et d'autre des deux corridors qui concentrent ensemble plus d'un quart du commerce mondial de pétrole brut par voie maritime.

Avec la chute de Mocha le 10 septembre, puis celle de Perim le 11, les rebelles houthis, soutenus par Téhéran, ont acquis en quarante-huit heures un contrôle quasi total du détroit de Bab el-Mandeb.

Le détroit de Bab el-Mandeb est un point de passage géopolitique stratégique reliant l'Asie et l'Europe via la mer Rouge et le canal de Suez. Bien que moins crucial pour le commerce pétrolier que le détroit d'Ormuz, il permet le transit de biens essentiels à travers le monde, dont des millions de barils de pétrole chaque jour.

Son importance stratégique s'est accrue depuis le début de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, l'Arabie saoudite utilisant de plus en plus sa voie d'exportation de la mer Rouge pour contourner le détroit d'Ormuz, que l'Iran a effectivement fermé à la plupart des navires.

Alors que le détroit d'Ormuz reste sous la pression du Corps des gardiens de la révolution islamique depuis le déclenchement de la guerre d'Iran en février, l'ouverture de ce second front maritime pourrait, pour la première fois depuis 1869, placer les deux extrémités de la route pétrolière et commerciale entre le Golfe et l'Europe sous une influence iranienne convergente.

La mer Rouge est devenue un point névralgique alors que l'Iran cherchait des moyens de faire pression sur l'économie mondiale et d'obtenir davantage de concessions de Washington.

Les Houthis agissent en pleine coordination avec l'Iran, qui leur aurait demandé de renforcer leur emprise sur Bab el-Mandeb en complément de la fermeture du détroit d'Ormuz par Téhéran.

Des responsables américains estiment qu'il y a actuellement plusieurs centaines d'officiers du CGRI au Yémen, travaillant aux côtés des Houthis dans l'objectif de fermer complètement le détroit. La direction houthie a déjà évoqué un système de droits de passage calqué sur celui de l'Iran à Ormuz, avec une exemption pour les navires chinois.

Un blocus efficace du détroit de Bab el-Mandeb par les Houthis ouvrirait un nouveau front dans la guerre contre l'Iran et pourrait nécessiter une intervention militaire américaine, compromettant potentiellement la capacité de Washington à maintenir le trafic maritime à Ormuz. Il pourrait également empêcher l'Arabie saoudite d'exporter du diesel vers l'Europe à un moment critique pour le marché des carburants.

Les forces yéménites soutenues par l'Arabie saoudite ont demandé à Riyad d'intensifier les frappes aériennes contre les Houthis, mais l'Arabie saoudite s'est largement limitée à fournir armes, renseignement et soutien logistique.

Les autorités craignent qu'une opération de grande ampleur ne déclenche de nouvelles attaques houthies contre le territoire saoudien. Si les Houthis établissent un contrôle

total sur les approches du détroit, ils pourraient sérieusement influencer le transport maritime et les approvisionnements énergétiques.

Mais la leçon la plus importante concerne les Houthis. Les Houthis opèrent avec remarquablement peu de contraintes. Combiné aux capacités stratégiques que l'Iran leur a fournies au fil des années, cela les a transformés d'une menace yéménite localisée en un défi stratégique régional de premier plan. Et ils comprennent très bien l'asymétrie avec l'Arabie saoudite.

Les Houthis ont relativement peu à perdre et potentiellement beaucoup à gagner de l'escalade. L'Arabie saoudite se trouve dans une position exactement inverse : elle dispose d'une infrastructure économique considérable à protéger, de plans de développement ambitieux à préserver, et relativement peu à gagner d'une nouvelle guerre prolongée au Yémen.

Cette asymétrie rend la reconstruction de la dissuasion extraordinairement difficile.

Plus l'Arabie saoudite frappe, plus les Houthis peuvent simplement gravir un échelon supplémentaire sur l'échelle de l'escalade. Jusqu'à présent, Riyad a eu du mal à imposer des coûts suffisamment sévères pour modifier les calculs houthis. En fait, il faudra peut-être reconnaître que l'équation de dissuasion que l'Arabie saoudite cherche à rétablir n'existe plus.

La présence de conseillers américains en Arabie saoudite est importante, mais il est difficile de voir comment leur seule présence changerait fondamentalement cette équation stratégique. À moins que Riyad ne reçoive une aide extérieure nettement accrue, incluant potentiellement une participation significative de partenaires supplémentaires.

L'Arabie saoudite pourrait éventuellement se trouver face à un choix extrêmement inconfortable : poursuivre un cycle d'escalade dans lequel elle a bien plus à perdre que son adversaire, ou accepter un accord largement dicté par les Houthis.

Le statu quo actuel paraît de plus en plus intenable. Après les dernières avancées opérationnelles des Houthis, et avec la poursuite des attaques contre des infrastructures saoudiennes critiques, le temps pourrait ne plus jouer en faveur de Riyad.

C'est en définitive le problème stratégique : l'Arabie saoudite a besoin que les Houthis craignent l'escalade. Or les Houthis semblent de plus en plus convaincus que l'escalade joue en leur faveur. Il est temps de reconnaître une réalité inconfortable : l'Arabie saoudite n'était pas préparée à cette confrontation avec les Houthis.

Pendant des années, l'approche de Riyad a essentiellement consisté en un endiguement. Les Saoudiens ont cherché à acheter la stabilité, à soutenir des arrangements permettant au gouvernement houthi de Sanaa de fonctionner, et à avancer progressivement vers une feuille de route politique susceptible d'éviter une nouvelle guerre de grande ampleur.

Mais les Houthis en ont tiré une leçon très différente des événements récents. Ils en sont de plus en plus venus à la conclusion que l'Arabie saoudite était plus vulnérable, plus averse au risque, et moins disposée à revenir à une guerre totale.

Au lieu de renforcer la dissuasion, la retenue saoudienne semble avoir conforté les Houthis dans l'idée que l'escalade pouvait produire des gains supplémentaires.

Cela importe pour Washington, car il existe une tentation de croire que le problème peut être résolu via Téhéran : faire suffisamment pression sur l'Iran pour que celui-ci force les Houthis à se calmer.

Cela méconnaît la nature de la relation. L'Iran considère les Houthis comme l'un de ses partenaires stratégiques les plus importants dans la région. Téhéran leur a fourni des armes, des technologies, une expertise et d'autres formes d'assistance qui ont considérablement renforcé les capacités houthies. Mais l'influence n'est pas synonyme de contrôle.

Les Houthis ne se considèrent pas simplement comme des supplétifs iraniens attendant les instructions de Téhéran. Ils se voient comme des partenaires au sein du soi-disant « Axe de la résistance », avec leurs propres intérêts, idéologie et processus décisionnel. Les précédentes confrontations avec les États-Unis ont démontré les limites de la capacité ou de la volonté, de Téhéran à les retenir.

Cela laisse Washington face à un problème de plus en plus difficile. Les États-Unis ont déjà mené une campagne militaire contre les Houthis, à un coût considérable et avec des résultats stratégiques limités. Rien n'indique qu'une nouvelle série de frappes, à elle seule, modifierait fondamentalement le comportement houthi.

Une campagne renouvelée consommerait davantage de munitions et de ressources militaires, tout en exposant à nouveau des moyens américains, en particulier en mer, à des attaques.

Pendant ce temps, les Houthis poursuivent un objectif bien plus lourd de conséquences qu'une simple victoire supplémentaire sur le terrain. Leur avancée vers Bab el-Mandeb renforce potentiellement leur capacité à menacer l'un des points de passage maritimes les plus importants au monde.

C'est là le véritable enjeu stratégique. Les Houthis n'ont pas besoin de vaincre la marine américaine ni de conquérir l'Arabie saoudite. Il leur suffit de démontrer qu'ils peuvent menacer de façon répétée le transport commercial, imposer des coûts économiques, et contraindre Washington et ses partenaires régionaux à choisir entre accepter une nouvelle réalité ou s'engager dans une nouvelle confrontation militaire coûteuse.

Ce ne sera pas une campagne rapide. Et l'Iran en profite déjà. Téhéran n'a pas besoin de contrôler chaque décision houthie. De son point de vue, un mouvement houthi puissant, capable de menacer Bab el-Mandeb, d'immobiliser l'Arabie saoudite, de consommer des

ressources militaires américaines et d'augmenter les coûts économiques d'une confrontation régionale, constitue en soi une réussite stratégique majeure.



Il semble que les Houthis ont, en pratique, établi une équation de dissuasion avec les États-Unis.

Ses remarques rappellent sa déclaration en 2025 selon laquelle les Houthis avaient appelé et supplié de manière effective pour que les combats cessent, une caractérisation que les Houthis eux-mêmes ont rejetée.

Mais ce qui est important est que Washington semble aujourd'hui profondément réticent à rouvrir une grande campagne militaire contre une organisation qui s'est révélée extraordinairement difficile et coûteuse à réprimer. Sachant que les États-Unis concentrent déjà une très grande partie de leurs ressources navales et d'intercepteurs face à l'Iran, qui n'est clairement pas vaincu.

Cette réticence est importante parce que l'administration envisage le problème de manière trop étroite. L'avance des Houthis ne peut pas être séparée de la confrontation plus large avec l'Iran.

Précisément au moment où Téhéran cherche à accroître le coût économique de la confrontation avec Washington, le contrôle et les perturbations des Houthis autour de Bab el-Mandeb renforcent de manière spectaculaire la position stratégique de l'Iran. La pression à Bab el-Mandeb crée un deuxième verrou, et accroît la pression sur les marchés énergétiques mondiaux.

Il s'agit donc d'un problème de « deux goulets d'étranglement ». Combattre uniquement un côté de l'équation dans le détroit d'Ormuz tout en ignorant largement ce qui se passe à Bab el-Mandeb ne résout pas le problème, cela risque même d'aggraver la position des États-Unis.

L'Arabie saoudite dépend de plus en plus de la mer Rouge comme itinéraire d'exportation alternatif lorsque Ormuz est perturbé, mais les attaques des Houthis ont déjà sévèrement limité cette option.

Il y a aussi un problème plus large de crédibilité pour Washington. Si l'Arabie saoudite conclut que même sous attaque directe, elle ne peut compter sur un soutien militaire américain significatif, d'autres partenaires américains dans la région tireront leurs propres conclusions.

Les conseillers américains à Riyad ne peuvent pas se substituer à une équation de dissuasion crédible.

Cela place l'administration dans une position extraordinairement difficile. Elle peut exercer une pression économique sévère sur l'Iran, mais elle n'a pas trouvé de moyen d'empêcher Téhéran et ses partenaires d'imposer à leur tour des coûts par le biais des marchés énergétiques et des points de strangulation maritimes.

Il n'y a pas de sortie militaire facile, mais il n'y a pas non plus de sortie économique facile. Le problème fondamental est que la pression est appliquée à l'Iran alors que l'Iran et les Houthis sont de plus en plus capables de répercuter cette pression dans l'économie mondiale.

Les Houthis n'ont pas besoin de vaincre militairement les États-Unis pour les dissuader. Ils n'ont qu'à convaincre Washington qu'une autre guerre contre eux coûterait bien plus cher que ce que les États-Unis sont prêts à payer.

La tentative des Houthis de briser le blocus saoudien ne doit pas être automatiquement comprise comme une opération dirigée par l'Iran. La relation entre Téhéran et les Houthis n'est pas une relation traditionnelle de mécène-client, et les Houthis conservent une autorité décisionnelle indépendante considérable.

Mais leur décision ne peut être dissociée de la confrontation régionale plus large. La guerre impliquant l'Iran a changé l'environnement stratégique. Les Houthis semblent avoir identifié une vulnérabilité saoudienne accrue, et ont peut-être également calculé que Washington, déjà accaparé par l'Iran, serait réticent à s'impliquer profondément dans une nouvelle campagne militaire au nom de l'Arabie saoudite.

La question centrale est de savoir comment empêcher les Houthis de modifier durablement la réalité stratégique autour de Bab el-Mandeb. Car une fois qu'ils parviennent à contraindre les États-Unis et leurs partenaires à choisir entre une escalade coûteuse et l'acceptation de restrictions potentielles à la liberté de navigation, ils n'ont plus besoin de vaincre militairement l'Amérique. Ils ont déjà obtenu quelque chose de bien plus précieux : changer les règles du jeu.

### **L'Iran, bénéficiaire structurel de l'escalade houthie**

Même sans avoir ordonné l'offensive, Téhéran en tire un bénéfice stratégique évident. La pression sur Bab al-Mandeb renchérit les coûts énergétiques et de fret tout en aggravant la pression sur l'Arabie saoudite, l'adversaire régional par excellence de l'Iran dans le Golfe.

L'Iran a donc un intérêt stratégique fort à soutenir, ou à tout le moins à ne pas décourager, les Houthis, même si sa capacité à dicter leurs décisions demeure limitée.

Ce qui se passe au Yémen constitue, à bien des égards, une aubaine stratégique pour Téhéran. Le renforcement de la position des houthistes autour du détroit de Bab Al-Mandab ajoute une deuxième source de tension aux perturbations provoquées par la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran depuis mi-juillet. Les deux voies maritimes sont essentielles à l'approvisionnement énergétique mondial. Les effets se font déjà sentir sur les marchés. Le Brent a dépassé 100 dollars le baril au cours de la semaine du 7 septembre, tandis que le prix moyen du diesel aux États-Unis a franchi pour la première fois le seuil de 6 dollars (5,17 euros) le gallon (environ 3,8 litres).

Un autre élément nourrit l'analyse iranienne : *« La nécessité pour les États-Unis de défendre leurs propres bases contre les attaques de l'Iran, conjuguée à l'implication croissante de leurs alliés – en particulier celle de l'Arabie saoudite dans son affrontement avec les houthistes – met à rude épreuve les ressources militaires américaines, notamment les intercepteurs de défense aérienne tels que les missiles Patriot »*, observe Hamidreza Azizi, analyste de l'Iran auprès de l'International Crisis Group au Monde.

Depuis la mise en place du blocus iranien dans le détroit d'Ormuz, les États-Unis y escortent les pétroliers, notamment à proximité des côtes omanaises, afin de sécuriser leur passage. Mais cette mission de protection s'accompagne désormais d'affrontements directs entre les forces américaines et iraniennes dans le détroit, chaque camp s'en prenant aux navires de l'autre.

Dès lors, toute mobilisation des forces américaines sur d'autres théâtres, notamment face aux houthistes, contribue à disperser les moyens de Washington, ce qui peut servir les intérêts des Iraniens dans la zone du détroit d'Ormuz.

A Téhéran, les succès militaires des houthistes renforcent l'idée selon laquelle les Etats-Unis auraient davantage besoin d'un accord que l'Iran. Selon cette lecture, les dernières frappes américaines ne témoigneraient pas nécessairement d'une position dominante : elles pourraient signifier que la stratégie d'usure menée par Téhéran commence à imposer un coût à Washington. L'escalade dans le détroit d'Ormuz et en mer Rouge, autour de Bab Al-Mandab, alimente ainsi, au sein du pouvoir iranien, la conviction que la pression militaire et économique peut encore être mise à profit pour améliorer la position de Téhéran avant une éventuelle reprise des négociations.

Dans ce contexte, la République islamique a jugé opportun de revoir à la hausse ses exigences en vue d'un retour à la table des négociations. Le 9 septembre, le porte-parole des gardiens de la révolution, le général Hossein Mohebi, a présenté [plusieurs conditions supplémentaires à une sortie de crise](#). Outre la fin des frappes, l'arrêt des menaces américaines contre l'Iran, le déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés à l'étranger, et le retrait des forces israéliennes du Liban, il a réclamé la fin du blocus du Yémen et l'engagement de ne pas intervenir dans les capacités nucléaires et balistiques de l'Iran. Ces mêmes exigences ont été réaffirmées, vendredi, par le ministère des affaires étrangères iranien.

*« L'avancée des houthistes vers Bab Al-Mandab, leurs attaques contre les intérêts saoudiens et la pression qu'ils exercent sur le trafic maritime en mer Rouge pourraient difficilement être plus utiles à Téhéran », observe Alex Vatanka, chercheur au Middle East Institute, sur X cité par le Monde. Alors que l'Iran cherche à accroître le coût de son affrontement avec les Etats-Unis et leurs alliés arabes, le front yéménite vient offrir aux gardiens de la révolution un levier supplémentaire pour mettre leurs adversaires sous pression.*

Dans ce nouvel ordre régional en pleine mutation, l'Iran et ses alliés tentent d'instaurer un nouveau statu quo en contrôlant les points de passage maritimes les plus stratégiques du Moyen-Orient.

Les options pour faire face au défi houthi se détériorent. Si les lignes de front continueront probablement d'évoluer, certaines réalités sont désormais évidentes. Une solution militaire décisive aux menaces houthies n'est pas crédible.

Malgré leurs fanfaronnades publiques, les forces gouvernementales yéménites restent profondément divisées. Lors de l'offensive de cette semaine, leur soutien, l'Arabie Saoudite n'a pas non plus fourni d'appui aérien rapproché ni d'autres formes d'assistance nécessaires, ce qui témoigne d'une coordination toujours déficiente entre la coalition anti-houthie et Riyad.

De plus, les gains territoriaux des Houthis compromettent les perspectives d'un règlement négocié. Le groupe armé est désormais susceptible d'adopter une position encore plus maximaliste dans ses revendications et dans son ambition d'étendre son contrôle sur la mer Rouge.

Étant donné la forte dépendance de l'Arabie saoudite à l'égard de la mer Rouge, les Houthis ont peut-être estimé que le royaume céderait rapidement à leurs exigences. Or, leurs actions semblent avoir renforcé la détermination de Riyad à affronter le groupe. Si le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane aurait sans doute préféré une désescalade, ou du moins reporter la confrontation jusqu'à ce qu'un accord américano-iranien réduise la dépendance de son royaume à l'égard de la mer Rouge, les Houthis n'ont laissé aucune marge de manœuvre aux Saoudiens.

Si les Saoudiens estiment que leur économie et leur opinion publique interne peuvent soutenir un conflit prolongé avec les Houthis, ils peuvent décider d'intensifier davantage leur engagement militaire et d'essayer de déloger les Houthis du Bab al-Mandeb et de la côte sud de la mer Rouge. Cela conduira inévitablement à une campagne de frappe Houthis soutenue sur l'Arabie saoudite, en particulier son infrastructure énergétique.

D'autre part Riyad pourrait également conclure que ni leur économie ni leur opinion publique interne ne peuvent soutenir un conflit prolongé avec les Houthis, les obligeant à enfin faire des concessions au groupe, en particulier sa demande de lever un blocus du Yémen.

Ce faisant, cela augmentera probablement l'expertise et les transferts d'armes depuis l'Iran, renforçant considérablement les Houthis à long terme, tout en laissant les Houthis le contrôle de la mer Rouge et Bab al-Mandeb, présentant une menace durable pour le transport maritime mondial.

Cet effet de levier sera important à la table des négociations. Au fil du temps, plus de pays en dehors des deux conflits feront pression sur des pays comme les États-Unis, l'Arabie saoudite, Israël, etc. pour mettre fin à la guerre.

Le principal atout de l'Iran face aux États-Unis réside dans sa capacité à bloquer le détroit d'Ormuz. Pendant une grande partie du conflit, l'Arabie saoudite a exporté entre trois et cinq millions de barils de pétrole par jour via ses ports de la mer Rouge, constituant ainsi un filet de sécurité crucial pour Riyad et les marchés pétroliers mondiaux. Grâce aux Houthis, l'Iran peut désormais restreindre ces exportations. L'objectif à long terme de Téhéran est d'instaurer un statu quo contraignant : le contrôle houthi du détroit de Bab el-Mandeb conjugué au contrôle iranien d'Ormuz. Si cette stratégie pouvait se maintenir, l'Iran et son partenaire régional deviendraient de facto les gardiens d'un commerce annuel représentant des milliers de milliards de dollars.

Bien que Téhéran n'exerce pas de commandement ni de contrôle sur les Houthis, son influence sur le groupe est considérable. La décision iranienne d'envoyer un avion à

Sanaa en juillet, déclenchant l'escalade actuelle des hostilités houthies, illustre les nombreux moyens dont dispose Téhéran pour instrumentaliser le conflit yéménite à ses propres fins.

Par ailleurs, le choix des Houthis de s'allier à des milices irakiennes dans leurs attaques contre l'Arabie saoudite a encore davantage enchevêtré le conflit yéménite dans le cadre de la guerre contre l'Iran.

D'ailleurs, dans la nuit du 10 au 11 septembre, plusieurs projectiles en provenance d'Irak ont frappé simultanément plusieurs stations de pompage du pipeline Est-Ouest saoudien, le Petroline, provoquant d'importants incendies dont l'ampleur a été confirmée par imagerie satellite.

Le ministère saoudien de l'Énergie a confirmé vendredi l'attaque et annoncé l'arrêt du pipeline à titre préventif, le temps d'évaluer les dommages.

Les stations de pompage touchées peuvent, historiquement, être réparées en quelques jours à quelques semaines, comme ce fut le cas lors de l'attaque de 2019 sur les stations de Dawadmi et Afif. Un dommage structurel affectant le pipeline lui-même impliquerait en revanche des délais de remise en service considérablement plus longs.

Le Petroline long de 1 200 kilomètres et doté de treize stations de pompage, il relie les champs pétroliers de la province orientale, sur le golfe Persique, au terminal d'exportation de Yanbu, sur la mer Rouge, avec une capacité de débit d'environ 7 millions de barils par jour.

Sa vocation d'origine, offrir une voie d'exportation alternative en cas de fermeture du détroit d'Ormuz, a cessé d'être théorique depuis le déclenchement de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran fin février 2026.

Ormuz étant de facto verrouillé par les hostilités, le pipeline est devenu la principale artère d'exportation du royaume, un statut qu'il n'avait jamais eu à assumer aussi durablement.

Cette attaque s'inscrit surtout dans une séquence longue de dégradation des capacités saoudiennes depuis le début du conflit : les champs de Manifa et Khurais, les raffineries SATORP à Joubail, Ras Tanura et SAMREF à Yanbu, ainsi que la raffinerie de Riyad, ont tous été touchés au cours des derniers mois.

Le risque inflationniste se trouve ravivé dans les économies importatrices nettes d'énergie, mais également dans celles exportatrices (Etats-Unis) car les marchés sont interconnectés.

Les réparations sur l'oléoduc Est-Ouest pourraient prendre plus de 6 semaines. Yanbu dispose d'environ 5 à 7 jours de stocks pour maintenir les exportations de pétrole (peut-être moins si Yanbu venait à être touché).

Il semble également que les VLCC saoudiens se dirigent désormais vers les États-Unis plutôt que vers la Méditerranée orientale en contournant l'Afrique, la Méditerranée orientale étant désormais inutilisable.

Pour Téhéran, ce mouvement sape directement le récent succès américain dans le détroit, il convient de noter que cela se fait sans escalader significativement la confrontation avec les États-Unis.

### **Résoudre Ormuz seul ne suffira pas à éteindre la crise régionale**

Même un accord complet sur Ormuz ne mettrait pas nécessairement fin à l'affrontement saoudo-houthi. Les Houthis sont peu susceptibles d'abandonner leur campagne simplement parce que l'Iran parvient à un arrangement avec Washington ou le Golfe.

Leur objectif propre porte sur le Yémen et la levée du blocus saoudien imposé depuis des années à leurs territoires, et cette confrontation pourrait donc se poursuivre indépendamment du sort d'Ormuz, jusqu'à ce que Riyad soit disposé à changer fondamentalement son approche du dossier yéménite.

Autrement dit, rouvrir durablement les deux voies navigables stratégiques (Ormuz et Bab al-Mandeb) exigera probablement davantage qu'un simple accord bilatéral Iran-Oman : un arrangement régional plus large, couvrant à la fois le détroit d'Ormuz et les conditions d'un règlement, même partiel, du conflit saoudo-houthi.

### **Pourquoi la réunion de Salalah dépasse largement le seul dossier Oman-Iran**

C'est précisément ce qui donne à la rencontre du 14 septembre une portée qui va bien au-delà de la question du détroit.

Elle pourrait clarifier trois points décisifs : l'arrangement Iran-Oman bénéficie-t-il d'un soutien plus large du Golfe ; l'Arabie saoudite est-elle prête à explorer une solution politique avec les Houthis plutôt que la seule option militaire ; et, surtout, le CGRI juge-t-il que la voie diplomatique offre encore un chemin crédible vers l'allègement de la pression sur l'Iran.

Si la réponse à cette dernière question est non, le danger d'escalade augmentera significativement.

Les dirigeants iraniens pourraient croire que la période précédant les élections de mi-mandat américaines leur offre un levier supplémentaire, dans la mesure où la tolérance politique de Trump pour une nouvelle guerre régionale majeure, ainsi que pour les conséquences économiques qui l'accompagneraient, est limitée.

Le volet saoudien de la crise a connu une accélération spectaculaire ces derniers jours. Le prince héritier Mohammed ben Salman a appelé Trump à deux reprises le 10 septembre pour demander des frappes américaines directes contre les Houthis.

Trump a refusé, les responsables américains indiquant que Washington n'envisage pas, à ce stade, d'action militaire directe, mais propose un appui en matière de renseignement et de ciblage, environ 200 militaires américains sont déjà présents en Arabie saoudite en soutien non cinétique.

Un haut responsable américain a résumé la doctrine de l'administration : garantir la liberté de navigation reste un intérêt de sécurité national, mais la gestion directe des défis sécuritaires régionaux doit revenir aux partenaires régionaux eux-mêmes. Fait révélateur, ce refus intervient alors que Riyad avait pourtant affirmé en juillet pouvoir gérer seule la menace houthie, un retournement de position qui traduit la gravité perçue de la situation par les Saoudiens eux-mêmes.

Plus frappant encore : ni la Turquie ni le Pakistan, les deux autres signataires, aux côtés de l'Arabie saoudite, de l'accord de défense trilatéral de La Mecque (Mecca Joint Defence Agreement, signé le 7 août 2026, qui stipule qu'une attaque armée contre l'un des trois États sera considérée comme une attaque contre tous, ne sont venus au secours de Riyad.

Selon plusieurs médias indiens et pakistanais, Islamabad serait même revenu sur des engagements antérieurs de soutien en cas d'extension du conflit sur son propre territoire. Ce silence des deux partenaires les plus « lourds » du pacte (la deuxième armée de l'OTAN pour la Turquie, l'unique puissance nucléaire musulmane pour le Pakistan) illustre une limite structurelle bien connue des alliances de ce type.

Le texte de l'accord n'a jamais été rendu public, et son déclenchement suppose une « attaque armée » clairement identifiable, une offensive houthie contre le territoire yéménite lui-même, ou une attaque de missiles contre des installations saoudiennes, se situe dans une zone grise que ni Ankara ni Islamabad ne semblent pressés de qualifier de casus belli.

Le principal défi pour Riyad, Ankara et Islamabad est de transformer leur solidarité politique en une dissuasion suffisamment crédible et flexible, sans pour autant prendre des engagements qui dépassent leurs capacités d'action. La crédibilité de cette dissuasion dépendra toutefois de sa capacité à modifier, pour un adversaire, l'évaluation des coûts et des risques liés à la coercition ou à l'escalade.

La question essentielle n'est donc pas de savoir si cet accord constitue une « OTAN musulmane », mais plutôt si l'ambiguïté entourant l'utilisation conjointe de ces capacités suffit à dissuader les adversaires potentiels, notamment l'Iran et Israël, de mettre à l'épreuve la détermination de l'un quelconque de ses membres.

La valeur dissuasive du pacte reposera en définitive sur cinq piliers interdépendants : la crédibilité de l'engagement, l'intégration opérationnelle, l'autonomie stratégique, l'ambiguïté stratégique et la gestion de l'escalade. L'évolution de ces cinq piliers déterminera si l'Accord de La Mecque deviendra un instrument efficace de dissuasion collective. La section suivante examine comment la combinaison de ces facteurs peut influencer l'évolution future du pacte de défense.

Chacune de ces options présente à la fois des opportunités et des vulnérabilités. Un engagement politique fort, sans mécanismes de coordination militaire, risque de n'apporter qu'une assurance symbolique. À l'inverse, une intégration plus poussée pourrait renforcer la dissuasion, tout en créant de nouveaux risques d'escalade.

L'ambiguïté stratégique peut compliquer la planification d'un adversaire, mais sans capacités crédibles ni détermination avérée, elle peut facilement mener à des provocations et à une escalade. Parmi les cinq piliers, la gestion de l'ambiguïté stratégique et des risques d'escalade représente un risque manifestement élevé pour la stabilité régionale.

Le critère essentiel pour tout dispositif de sécurité collective réside dans la crédibilité de l'engagement mutuel de ses membres. Bien que les trois parties aient insisté sur la solidarité politique face à l'incertitude croissante au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'Accord de La Mecque demeure, à son origine, un engagement essentiellement politique et ne dispose pas des mécanismes institutionnels nécessaires à une coordination militaire durable. Le potentiel sous-jacent existe cependant : les trois membres fondateurs possèdent des capacités militaires complémentaires.

L'Arabie saoudite apporte des ressources financières substantielles, des systèmes de défense aérienne et antimissile de pointe d'origine occidentale et une position géographique stratégique. La Turquie offre une base industrielle de défense nationale en pleine expansion, des drones et des systèmes de missiles avancés, ainsi qu'une vaste expérience de l'OTAN.

Le Pakistan contribue par une armée nombreuse et expérimentée, une solide expérience du combat et un arsenal nucléaire redoutable. Si elles étaient efficacement intégrées, ces capacités pourraient rendre la menace de représailles collectives considérablement plus crédible que celle de tout accord bilatéral.

C'est précisément ce qui constitue, aujourd'hui, le premier véritable test de résistance de l'Alliance de La Mecque. Une alliance importe non pas en raison des déclarations faites lors de sa création, mais en fonction de ce que ses membres sont réellement prêts à faire lorsque l'un d'eux est attaqué.

Si la Turquie et le Pakistan ne fournissent pas une aide tangible face aux attaques visant le territoire et les intérêts stratégiques saoudiens, Riyad devra reconsidérer ce que cet

accord lui apporte concrètement, au-delà de sa portée symbolique, une alliance qui ne fonctionne qu'en temps de paix n'en étant, par définition, pas vraiment une.

De fait, la crédibilité du pacte est déjà mise à l'épreuve. Immédiatement après la signature de l'accord, les acteurs régionaux ont continué de perturber le contexte sécuritaire : les Houthis ont intensifié leurs attaques contre des cibles stratégiques saoudiennes, tandis que les forces israéliennes ont frappé une installation militaire syrienne près de la frontière turque peu après la visite de responsables de la sécurité turque dans la région, dans le cadre des efforts d'Ankara pour soutenir le développement des capacités militaires de la Syrie après la guerre civile.

L'absence de réponse militaire coordonnée des trois partenaires, au-delà des condamnations diplomatiques classiques, illustre le fossé entre solidarité politique et dissuasion opérationnelle.

Enfin, la pression s'est encore accrue le 10 septembre avec une attaque de drones, attribuée par Riyad et Bagdad à des milices irakiennes proaffiliées à l'Iran, contre l'oléoduc Est-Ouest saoudien (Petroline), reliant les champs pétroliers de l'Est du royaume au port de Yanbu sur la mer Rouge.

Cette infrastructure de 1 200 km, d'une capacité de 4 à 5 millions de barils/jour (environ 4 à 5 % de l'offre mondiale), constituait justement la principale voie de contournement saoudienne du détroit d'Ormuz.

Sa fermeture « préventive », combinée à la perte de contrôle houthie sur la côte occidentale yéménite, laisse Riyad sans alternative crédible immédiate : ni Ormuz, ni l'oléoduc, ni une sortie sécurisée par la mer Rouge ne sont pleinement disponibles simultanément.

## **La pression économique sur l'Iran est réelle, mais elle ne rend pas nécessairement Téhéran plus prudent**

Les restrictions maritimes exercent une pression substantielle sur une économie iranienne déjà exsangue.

Mais ce constat recèle un paradoxe stratégique central pour l'administration américaine : plus la pression économique s'intensifie, plus la conviction, au sein du CGRI, que le blocus doit être brisé « presque quel qu'en soit le coût » pourrait se renforcer plutôt que s'atténuer.

Une pression maximale sans issue diplomatique crédible tend, dans la plupart des précédents historiques comparables, à produire de l'escalade plutôt qu'une capitulation.

Comprendre la tolérance au risque de Téhéran exige de partir d'un fait trop souvent sous-pondéré dans l'analyse courante : l'Iran a changé de Guide suprême en pleine guerre.

Ali Khamenei a été tué dans les frappes du 28 février 2026 ; son fils Mojtaba Khamenei a été élu par l'Assemblée des experts le 8 mars.

**Une consolidation nette des durs depuis l'été.** Entre août et septembre 2026, une série de nominations a nettement déplacé le centre de gravité décisionnel :

- **Ahmad Vahidi**, nouveau commandant en chef du CGRI, a été explicitement chargé par Mojtaba Khamenei, dans son décret de nomination, de préparer la force à mener des « opérations offensives puissantes contre l'ennemi », en plus de la « dissuasion maximale ».
- **Mohsen Rezaei** — commandant historique du CGRI de 1981 à 1997, artisan de la conduite militaire iranienne pendant la guerre Iran-Irak, a remplacé le plus modéré Mohammad Bagher Zolghadr au secrétariat du Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN) le 9 août, tout en devenant simultanément le représentant personnel du Guide au sein de ce même organe.
- **Hossein Taeb**, clerc hardliner et ancien chef du renseignement du CGRI qui a dirigé l'une des premières grandes répressions de manifestations en 2009, prend la tête du Bassidj, la force qui avait, selon plusieurs organisations de défense des droits humains, joué un rôle central dans la répression meurtrière des manifestations de janvier 2026.

La tolérance actuelle de Téhéran au risque militaire n'est donc pas seulement élevée : elle est structurellement poussée à la hausse par la combinaison de (i) un besoin de légitimation d'un nouveau Guide suprême absent de la scène publique, pour qui la fermeté est un substitut fonctionnel à la présence ; (ii) une capture institutionnelle progressive du processus décisionnel par la faction qui estime que « la seule façon d'obtenir des concessions des États-Unis est la poursuite du combat et une dose constante de douleur infligée à Donald Trump » ; et (iii) le paradoxe économique déjà identifié au point 10 — une économie exsangue qui, plutôt que d'inciter à la prudence, pousse une partie de l'appareil sécuritaire vers une logique de « tout ou rien ».

## **Conclusion : une désescalade improbable à court terme**

Trump a prédit, le 9 puis de nouveau le 12 septembre, que la guerre prendrait fin « immédiatement après » les élections de mi-mandat du 3 novembre, affirmant que Téhéran « ne peut plus tenir » et attend simplement le résultat du scrutin dans l'espoir d'un basculement démocrate plus conciliant.

Le scénario cauchemar évoqué en ouverture, fermeture simultanée d'Ormuz et de Bab al-Mandeb, complétée par des frappes sur les infrastructures terrestres de contournement, n'est donc plus un scénario prospectif : c'est, dans une large mesure, la situation déjà observée au 13 septembre 2026.

Sans un mécanisme diplomatique crédible permettant aux parties de sortir de ce cycle d'escalade, et la réunion de Salalah du 14 septembre en sera un test précoce mais partiel, puisqu'elle exclut les États-Unis et ne couvre pas directement le dossier houthi.

Il paraît plus probable que le conflit se prolonge d'au moins plusieurs mois au-delà des élections américaines, plutôt qu'il ne s'achève « immédiatement » comme le prédit la Maison-Blanche.